



Réseau Initiatives Pour un
Autre Monde (IPAM)

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
www.reseau-ipam.org



Assemblée Européenne des
Citoyens (AEC – HCA France)

<http://aec.reseau-ipam.org>

Forum Social Européen à Istanbul

Quelques éléments d'information et de réflexion

Introduction

Vous trouverez ci-joint quelques articles ou extraits de textes, en français (et parfois en anglais), d'auteurs turcs et français, pour mieux comprendre la situation politique de la Turquie au moment où va se dérouler le Forum social européen d'Istanbul.

J'ai utilisé un texte que j'ai rédigé en 2007 et qui me semble toujours d'actualité, des articles de journaux français et turcs ainsi que des tribunes d'intellectuels turcs, la plupart ont été publiés sur l'excellent site <http://turquieeuropeenne.eu>

Bernard Dreano

SOMMAIRE

Petit rappel sur les partis politiques et les syndicats turcs	3
D'une présidentielle l'autre (B. Dreano).....	7
Politique étrangère, un « nouvel ottomanisme ?	
Changement de cap diplomatique ? (Baskin Oran).....	13
Israël et la Turquie, la fin d'une époque (Alain Frachon)	15
Turquie - Israël ou comment jouer dans la cour des grands ? (Baskin Oran).....	16
We're giving diplomacy a chance (Davutoglu et Amorim).....	18
Politique intérieure, Islamo-démocrates contre laïques-autoritaires ?	
Ergenekon. Le procès qui bouleverse la Turquie (Paul Dubois).....	20
La tutelle de l'armée, c'est fini ! (Ahmet Insel).....	21
Le siècle Ergenekon (Etyen Mahçupyan).....	23
Inside the Ergenekon Case (Ece Temelkuran).....	23
La condition laïque (Olivier Abel)	26
La question alévie de Tunceli à Dersim (Johannes Bauer).....	27
Kurdes et Turcs, guerre sans fin ou paix civile ?	
Une autonomie pour les Kurdes ? (P Boulanger).....	30
Nous avons peur ! (Ece Temelkuran).....	31
Le DTP, le gouvernement et le verrou constitutionnel (Jean Marcou).....	32
Turkish intellectuals to seek solution to Kurdish question.....	33
Arméniens et Turcs, la question du génocide	
Un état de la perception du drame arménien en Turquie (B .Oran).....	41
Une question de dignité nationale (Ahmet Insel).....	42

Petit rappel sur les partis politique turcs

Principaux partis

Pour être présent au parlement il faut soit être élu en arrivant en tête dans une circonscription (c'est le cas des élus du BDP), soit être sur une liste d'un parti qui a obtenu plus de 10% au plan national

AKP, Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*)

C'est le parti au pouvoir, du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et du Président de la République Abdullah Gül, il se considère comme conservateur-démocrate et pro-européen (à l'instar des partis démocrates chrétiens européens). On distingue au sein du parti des tendances islamo-conservatrices et/ou nationalistes et d'autres plus libérales ou progressistes. Il a 341 sièges au parlement, 46,66 % des suffrages aux dernières élections législatives de 2007. L'AKP est l'expression politique d'une mouvance islamiste dans la tradition du réformateur musulman Saïd Nursî, (1878-1960), mouvance représentative de la petite bourgeoisie entrepreneuriale urbaine et la nouvelle économie exportatrice, mais aussi de larges couches populaires. De nombreuses associations ou mouvements sociaux, syndicaux, etc. se réclament de cette mouvance. Une mention particulière au réseau des Fethullahci, sorte de confrérie religieuse, réseau d'influence, initiateur de divers projets, fondations, journaux, écoles (et pas seulement en Turquie), crée par Fethullah Gülen (un intellectuel musulman, résidant généralement aux USA).

CHP, Parti Républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*)

L'héritier du parti unique de Mustapha Kemal, gardien du « kémalisme », membre de l'internationale socialiste, mais avant tout nationaliste. Représentatif de la bourgeoisie et petite bourgeoisie urbaine (fonctionnaire) et du grand patronat (les grandes sociétés liés aux multinationales de la banque, et des grandes industries mais aussi souvent à l'état major de l'armée). 112 sièges au parlement 20,85% aux élections de 2007. La nomination du nouveau leader Kemal Kılıçdaroglu, d'origine kurde et alévie, fait espérer à certain un infléchissement de la ligne du parti moins nationaliste et militariste que sous la direction de l'ancien dirigeant Deniz Baykal

DSP, Parti Démocratique de Gauche (*Demokratik Sol Parti*) 12 sièges au parlement, scission du CHP

MHP, Parti du Mouvement National, (*Milliyetçi Hareket Partisi*)

L'extrême droite nationaliste et anti-européenne, très proche de l'armée, connu pour sa milice les « Loups gris », 71 sièges au parlement 14,29% aux élections de 2007. Les sondages le donne en progression.

BDP, Parti de la Paix et de la Démocratie, (*Barış ve Demokrasi Partisi*)

Part démocrate kurde, crée après l'interdiction fin 2009 du **DTP, Parti pour une société démocratique (*Demokratik Toplum Partisi*)** et la privation des droits civiques de certains de ses élus et dirigeants. Il lui reste 20 sièges au parlement, le DTP avait eu 5 % aux élections de 2007 et 26 élus « indépendants » Il succédait lui même au Parti de la démocratie du peuple (HADEP) interdit en 2003.

L'influence du **PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan** (*Partiya Karkerên Kurdistan*), (interdit), demeure très importante chez les Kurdes. Placé sur la liste des « organisations terroristes » de l'Union européenne et des Etats-Unis, il est apparu en Europe en 2001 sous le nom de Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan *KADEK* et depuis 2003 comme **Congrès du Peuple du Kurdistan KONGRA GEL** (*Kongra Gelê Kurdistan*),

Autres partis importants

Parmi les partis non représentés au parlement il faut citer :

Les anciens partis de droite créés après le coup d'état de 1980 (les militaires avaient interdit tous les anciens partis), Parti de la juste voie (*DYP Doğru Yol Partisi*) auquel appartenait l'ancienne Première ministre Tansu Çiller) et Parti de la mère patrie (*ANAP Ana Vatan Partisi*) de l'ancien Premier ministre Mesut Yılmaz (ce dernier siège comme indépendant au parlement). Ces deux anciens partis rivaux ont fusionné en 2007 dans le **Parti démocrate** (*DP Demokrat Parti*).

Le très actif **Parti de la félicité SP** (*Saadet Partisi*) issu comme l'AKP de l'ancien parti islamiste Refah, mais resté fidèle à son ancien leader Necmettin Erbakan, sur une ligne conservatrice (2,5% aux élections de 2007, en hausse dans les sondages).

Les gauches

On ne peut pas considérer le CHP et le DSP comme des partis de gauche, ni sur le plan social, ni sur le plan idéologique. Les gauches sont réduites à de petits groupes non représentés au parlement. Depuis les années 20 les différents courants de gauche, quoique toujours présent, n'ont pas eu d'expression politique forte. Ceux des partis ou des candidats se réclamant de la gauche ou de l'extrême gauche ont obtenu toutes tendances confondues (cumulé au niveau national) moins de 4% des voix aux dernières législatives

Il existe un courant social-démocrate, non nationaliste et pro-européen, militants pour les droits civiques et sociaux, représentés par de petits mouvements dont **Mouvement turc pour le changement TDH** fondé en 2009, ou le **Parti de l'égalité et de la démocratie EDP** fondé en mars 2010. Certains intellectuels et militants connus, avaient tenté de s'affirmer autour de candidatures indépendantes aux législatives de 2007 dont celle de Baskin Oran à Istanbul. Un processus de regroupement est en cours.

Les écologistes sont représentés par le petit **Parti Vert** (*Yeşiller Partisi*), membre du parti vert européen

A « gauche de la gauche »

La principale organisation est le **Parti de la liberté et de la solidarité ÖDP** (*Özgürlük ve Dayanışma Partisi*), fondé en 1996 et membre des réseaux européens *Gauche anticapitaliste* européenne et *Parti de la gauche européenne*. La principale tendance en son sein et celle de la

« Voie révolutionnaire » (*Devrimci Yol*) héritière du mouvement d'extrême gauche de même nom des années 70. Il existe une tendance minoritaire, la « Nouvelle voie » liée à la IV^e internationale.

La plupart des membres de la « plateforme d'action socialiste », anti-européens, ont quitté l'ÖDP en 2001 et formé le Parti social-démocrate SDP (*Sosyalist Demokrasi Partisi*), puis crée le *Sosyalist Forum*. Aux élections de 2007 ils ont soutenu les candidats kurdes du DTP et obtenu un élu indépendant Akın Birdal. Mais plusieurs personnalités ont quitté le SDP en 2008-2009 dont la présidente Filiz Koçali

La « plateforme de gauche libertaire » et le leader Ufuk Uras ont eux quitté l'ÖDP en juin 2009

Le petit Parti ouvrier socialiste révolutionnaire DSİP (*Devrimci Sosyalist İşçi Partisi*) représente la branche « anglaise » (SWP) du trotskysme en Turquie

Sectes et groupes divers

Le Parti ouvrier İP (*İşçi Partisi*) de rethorique maoïste et de réalité ultra-nationaliste

Le parti communiste de Turquie TKP (*Türkiye Komünist Partisi*), petit et traditionnel.

Les groupes « marxistes léninistes » turcs et turco-kurdes, TKP/ML, MLKP, TKIP, MKP, TKEP-L, etc. que l'on retrouve dans les rues de Paris ou de Berlin le 1er mai mais qui sont très minoritaires en Turquie. En 2000 les prisonniers de plusieurs de ces groupes avaient entamé une dramatique grève de la faim pour protester contre leur condition de détention avec plusieurs dizaines de morts.

Les confédérations syndicales

Les confédérations membres de la Confédération syndicale internationale et à la Confédération européenne des syndicats sont :

La Confédération des syndicats de fonctionnaires KESK (*Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*)

Confédération des syndicats turcs TÜRK-İŞ (*Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu*) seule organisation demeurée autorisée après le coup d'état de 1980, elle revendique 1,5 million de membres

Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie DİSK (*Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*), la plus militante et progressiste, elle revendique 327 000 membres

Confédération des vrais syndicats turcs HAK-İŞ (*Türkiye Hak İşçi Sendikaları Konfederasyonu*) d'obédience musulmane elle revendique 340,000 membres

Pour la première fois en 2010 le gouvernement a autorisé une manifestation du 1^{er} mai sur la place Taksim à Istanbul et les organisations syndicales DISK, KESK, HAK-IS et TURK-IS ont manifesté ensemble.

D'une présidentielle l'autre
Tête de Turc, Bosphore et Maroni
A propos de la France, de la Turquie et sans doute de l'avenir

Bernard DREANO

Le 11 mai 2007

*Quand vous expliquerez aux habitants de la Cappadoce qu'ils sont Européens,
vous n'aurez fait qu'une seule chose : vous aurez renforcé l'islamisme.*

Nicolas Sarkozy

Débat avec Ségolène Royal le 3 mai 2007

Vous et nous sommes solidaires, qu'il s'agisse de la Méditerranée, de l'Europe et du Monde

Charles De Gaulle

Discours du 26 octobre 1968 à Ankara

Une élection présidentielle vient de se dérouler en France, une autre vient d'être escamotée en Turquie. Deux événements sans aucun rapport les uns avec les autres ? Ou qui se font écho ?

Le candidat français vainqueur n'a pas manqué, à de nombreuses reprises, d'utiliser sa tête de Turc préférée, en l'occurrence la Turquie elle-même, tombeau de l'Europe, cheval musulman menaçant d'une nouvelle Troie (qui comme chacun sait est en Turquie), la Troie française et européenne. Pour lui, cette lointaine Turquie ne saurait être des nôtres, puisque, a-t-il doctement expliqué, elle est séparée de l'Europe par le Bosphore et se trouve donc en Asie. A-t-il décidé, pour cause de dimension du Bosphore, de proposer d'écarter la Turquie du Conseil de l'Europe, organisation que celle-ci a fondé en 1949, avec notamment la France ? ! Il est vrai que l'Union européenne n'est séparée du Surinam (qui se trouve en Amérique) que par un fleuve Maroni guère moins large que le Bosphore, mais le nouveau président a encore le temps d'apprendre la géographie... D'ailleurs, peut-être en bons citoyens européens, les Français de Saint Laurent du Maroni ont eu l'outrecuidance d'accorder la majorité de leurs suffrages à la candidate rivale ! Loin du Maroni, cette candidate malheureuse lui avait rétorqué, au cours du débat d'entre-deux-tours, que la Turquie pouvait prétendre, sinon aujourd'hui, du moins demain peut-être, accéder à l'Union, en tant que république laïque en remarquant que cette laïcité était ardemment défendue par « les démocrates ». Dès lors tout pouvait demeurer ouvert, puisque le combat des lumières contre l'obscurantisme se développait favorablement sur le sol turc.

Türkiye laiktir, laik kalacak ! ¹

L'insistance à présenter la crise politique présidentielle turque comme un affrontement entre islamistes et laïques donne crédit à la fois au discours de Nicolas Sarkozy : les Turcs ne sont pas européens puisqu'ils sont musulmans, et à celui de Ségolène Royale : les Turcs peuvent devenir européens puisqu'ils sont laïques. (...)

¹ « La Turquie est laïque, laïque elle restera ! » Slogan des manifestations contre l'élection d'Abdullah Gül en avril 2007

Rappelons que l'enjeu était la désignation, par le parlement, d'un nouveau Président de la République de Turquie. Dans la constitution en vigueur, mise en place par les militaires après leur brutal coup d'état de 1980, la fonction présidentielle semble essentiellement honorifique, mais en fait le président dispose d'un pouvoir important, notamment en matière de nomination de hauts fonctionnaires et de juges. Dans la pratique, sauf peut être pendant le mandat du défunt Turgut Özal entre 1989 et 1993, le président est le plus souvent apparu comme un pion du Conseil national de sécurité, cet étrange gouvernement bis contrôlé par l'état major. Ce président est élu par le parlement et doit rassembler, au moins lors des premiers tours de scrutin, les deux tiers des voix.

La loi électorale, concoctée notamment pour empêcher le parti musulman d'obtenir la majorité, prévoit que seuls les partis regroupant plus de 10% des voix peuvent avoir des élus. Paradoxalement, du fait de la division des partis libéraux, cette loi a donné précisément aux musulmans du Parti de la justice et du développement (AKP) la majorité des sièges avec seulement un gros tiers des voix des électeurs, mais pas une majorité suffisante pour pouvoir élire un président AKP aux premiers tours d'un scrutin présidentiel. Le boycottage du scrutin par l'opposition « de gauche » du Parti républicain du peuple (CHP) a servi de prétexte pour invalider le scrutin présidentiel (et donc empêcher l'élection d'Abdullah Gül, le candidat de l'AKP à la majorité simple lors d'un tour ultérieur).

Disons le tout de suite, ce qui se passe en Turquie n'est pas, ou pas principalement, de l'ordre du combat entre lumière et obscurantisme, ni même entre laïcité et islamisme. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les protagonistes de la crise

Les partisans de « l'ordre juste »²

Que représente l'Islam politique en Turquie est plus précisément l'AKP du premier ministre Recep Tayyip Erdogan et de son ministre des affaires étrangères et candidat présidentiel malheureux, Abdullah Gül ?

Historiquement le parti est issu du mouvement islamiste et nationaliste Milli Görüs (la Vision Nationale) créé par ceux qui refusaient la laïcité de la république fondée par Mustapha Kemal Atatürk. Ce mouvement, dans lequel Erdogan comme Gül se sont formés, avait pour versant politique le Refah Partisi (RP, Parti de la prospérité) dirigé par Necmettin Erbakan. Les militaires « laïques » ont longtemps favorisé, jusqu'à un certain point, l'islamisme contre une gauche radicale en plein essor avant 1980. Plusieurs fois ministre avant le coup d'état, Erbakan, qui est devenu Premier ministre plus tard en 1996, suite au succès électoral de son parti (22% des voix) et grâce à son alliance avec la dirigeante libérale et laïque Tançu Ciller. Il s'affichait alors volontiers avec Jean Marie Le Pen. En février 1997, l'armée a mis fin à cette expérience par une révolution de palais, on a parlé cette fois d'un coup d'état « post-moderne », et le RP a été interdit (et reconstitué sous un autre nom).

Cela n'a pas fait disparaître l'Islam politique mais a accéléré les recompositions en son sein, avec l'arrivée d'une génération nouvelle dont certains membres ont fait leurs preuves comme élus locaux (Erdogan a été maire d'Istanbul), puis la scission au sein du mouvement. Tout cela s'est traduit aux élections de 2002 par la défaite de l'islamisme classique, l'ancien Refah devenu Saadet Partisi (SP, Parti du bonheur) n'obtenant que 2,5% et la victoire des modernistes de l'AKP (34% des voix). L'AKP se définit comme un parti de droite social et

² Bien avant Ségolène, ce slogan a été celui des islamistes du Refah

libéral, qui prend pour exemple la démocratie chrétienne allemande et pourrait se reconnaître volontiers dans le programme de Nicolas Sarkozy si celui-ci ne l'avait pas pris, précisément nous l'avons vu, comme tête du Turc. L'AKP est très largement soutenu par la nouvelle bourgeoisie moyenne, celle des entrepreneurs issus de l'exode rural des années 60, qui a développé les PME dynamiques du commerce, des services, de l'informatique, de l'agro-alimentaire etc., et que représente notamment la confédération patronale MÜSIAD (sorte de CGPME turque). Cet enracinement économique et social explique le caractère très pro-européen du parti dominant de l'Islam politique turc.

Ces islamo-démocrates de droite comptent en leur sein des tendances plus radicales, comme les démocrates chrétiens ont leurs chrétiens sociaux bavarois : des membres de l'AKP distribuent des livres religieux dans les mairies ou proposent d'interdire la consommation d'alcool en dehors de quartiers réservés et l'AKP a proposé – sans succès – de criminaliser l'adultère. Cependant c'est essentiellement en dehors de l'AKP que se développe l'islamisme radical turc, encore groupusculaire, mais dangereux comme le « Hezbollah turc » ou les jeunes assassins de trois chrétiens évangélistes à Malatya le 18 avril dernier. Très significativement le discours de ces extrémistes apparaît autant nationaliste que religieux (et farouchement sunnite contre toutes les « hérésies » chiites ou soufies).

Heureux celui qui peut dire je suis un Turc³

Face à l'Islam politique qui sont les « kémalistes laïques » ?

D'abord les militaires. La république a été fondée sur les débris de l'empire ottoman par l'armée et son chef Mustapha Kemal⁴. Le parti kémaliste (CHP, parti républicain du peuple) parti unique jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, n'a été qu'un instrument civil de ce pouvoir. Aujourd'hui cette armée ne constitue pas seulement, la plus forte contingent terrestre de l'OTAN, elle demeure symboliquement mais aussi économiquement et institutionnellement au cœur du pouvoir. L'armée est directement ou indirectement présente dans de nombreuses grandes sociétés de l'industrie et des services souvent en lien avec le capital étranger, français notamment (automobile, assurance, etc.), et elle domine le Conseil national de sécurité. Autour de l'armée, mais aussi de la police, de la magistrature, d'une partie des élites universitaires et des milieux d'affaire, s'est perpétué un noyau dur du pouvoir que les Turcs appellent « l'Etat profond », avec ses ramifications maffieuses. Le « kémalisme » dont se réclame ce noyau dur est un mélange d'autoritarisme et de nationalisme et sa « laïcité » ne consiste pas du tout, comme on le croit en France, à séculariser les institutions et à séparer la religion de l'Etat mais à instrumentaliser l'islam sunnite, élevé au rang de religion d'Etat. Les imams sont d'ailleurs formés dans des lycées religieux d'Etat.

La mouvance autour de « l'Etat profond » est assez hostile à l'adhésion à l'Union européenne. Les milieux d'affaires et la grande industrie se satisfont de l'Union douanière instituée depuis 1995, et le pouvoir politico-militaro-judiciaire supporte très mal les ingérences de l'Union, car

³ Le 28 avril 2007 l'Etat major de l'armée a publié un mémorandum « laïque » menaçant d'un coup d'état en cas d'élection d'Abdullah Gul ou l'on pouvait lire notamment : « *Quiconque refuse de comprendre ce que signifie «Heureux celui qui peut dire je suis un Turc », comme l'a dit le fondateur de notre République le grand leader Atatürk est un ennemi de la République de Turquie et le restera* ».

⁴ C'est précisément cette origine militaire du régime qui explique le refus absolu de l'armée, et donc de tous les « kémalistes laïques », de reconnaître le génocide des Arméniens en 1915 perpétré par les forces armées ottomane en guerre, dont allait sortir la nouvelle armée républicaine.

celle-ci exige plus de démocratie, de droits des minorités, etc. L'Etat profond utilise à fond la rhétorique nationaliste contre ces demandes de libertés, d'ailleurs la liberté d'association, le droit d'utiliser la langue kurde, ou le réchauffement des relations gréco-turques ont été acquis contre lui, sous le gouvernement AKP. L'Etat profond, sous sa forme militaire, judiciaire ou médiatique, mène campagne contre « les agents des impérialismes européen ou américain », c'est à dire aussi bien l'islam politique que les intellectuels démocrates, les Kurdes, les Juifs, les Arméniens, les Alévis (minorité proche du chiisme pourtant généralement kémalistes), etc. et utilise à cette fin le fameux article 301 du code pénal contre le « *dénigrement public de l'identité turque, de la République ou de la Grande Assemblée nationale (...) de la République de Turquie, des institutions judiciaires de l'Etat, des structures militaires ou sécuritaires.* »

Ces campagnes sont relayées par une extrême droite xénophobe bien implantée et qui a toujours eu des rapports étroits avec l'Etat profond. Elle est organisée autour des « foyers idéalistes » des jeunes « Loups Gris » et du Parti de l'Action nationaliste (MHP) fondé par le colonel **Alpaslan Türkeş**. Ainsi le journaliste et militant des droits de l'homme, arménien de Turquie, **Hrant Dink**, a d'abord été condamné par les juges « kémalistes » au nom de l'article 301, vilipendé par la presse nationaliste « kémaliste laïque », puis assassiné le 19 janvier 2007 par un jeune d'extrême droite.

Et les partis laïques civils? Deux partis de la droite libérale créés après le coup d'état de 1980 ont dominé la scène politique des années 90, l'ANAP (Parti de la Mère Patrie) et le DYP, (Partie de la juste voie). Lancés par deux figures historiques (et présidents de la République), **Turgut Özal** pour le premier, **Süleyman Demirel** pour le second, ils ont déclinés sous la direction respective de leaders plus jeunes, respectivement **Mesut Yilmaz** et **Tansu Çiller** (la première femme nommée premier ministre en Turquie). Déconsidérés par la corruption, ils se sont avérés incapables de mener à bien la modernisation de la vie politique face à l'Etat profond et sont tombés en 2002 au dessous des 10% des voix (seuil pour entrer au parlement), l'AKP ayant capté une bonne partie de leur électorat. La « gauche social-démocrate », le parti républicain du peuple (CHP), en a également profité devenu, avec 19% des voix, le seul parti d'opposition au parlement face à l'AKP. Sauf que ce parti, membre de l'Internationale socialiste, n'est ni de gauche, ni social démocrate. Héritier lointain du parti fondé par **Atatürk**, c'est un mouvement populiste nationaliste xénophobe dont une partie de la clientèle se confond avec l'Etat profond.

Quand à la « vraie » gauche, elle n'existe qu'à l'état d'esquisse et de petits groupes, ou de caricatures dogmatiques comme les sectes « marxiste-léninistes » de l'extrême gauche.

Une minute d'obscurité pour la lumière

Pourtant il existe d'autres acteurs tout à fait significatifs, dans ce que l'on appelle « la société civile ».

Ils se sont manifestés massivement après l'incident de **Susurluk**, là où, le 3 novembre 1996 un camion a été percuté par une Mercedes noire, dont les occupants étaient : un trafiquant de drogue recherché par Interpol et membre des Loups gris, un important commissaire de police et un chef de clan kurde, leader d'une armée privée de 20.000 hommes engagés dans le conflit contre les nationaliste kurdes du PKK et député du DYP alors au gouvernement, et la maîtresse d'icelui. Cet étalage sur le bitume de la réalité de l'Etat profond a révolté une partie de l'opinion, qui s'est massivement manifestée en organisant de gigantesques opérations d'extinctions simultanées des lumières dans les grandes villes de Turquie pour exprimer son

mécontentement (ce fut le mouvement « Une minute d'obscurité pour la lumière »). Cependant l'état major de l'armée a, jusqu'à un certain point, réussi à surfer sur ce mécontentement, et a fait tomber le premier ministre islamiste, avec le soutien actif de la gauche (cf. ci-dessus).

Il n'empêche que cette mobilisation symbolique massive était le symptôme d'un phénomène social profond qui n'a fait que se renforcer depuis. Une capacité d'expression démocratique publique d'une partie de la population, jeunes, intelligentsia, membre de la minorité Alévie, anciens militants de gauche rescapés de la répression des années 80, etc. Un mouvement pluriel qui prend des formes variées, culturelles notamment, une sorte de « movida » comme l'Espagne en a connu à la fin du franquisme, et qui touche même une partie des jeunes supporters musulmans de l'AKP.

Cette mouvance a plutôt accueillie positivement les réformes démocratiques de l'AKP, tout en combattant son conservatisme sociétal. Elle a adhéré avec ferveur à la perspective européenne, conçue comme un moyen d'accélérer la modernisation culturelle du pays. Ceci explique pourquoi les « deux Turquies » communiaient dans une même europhilie (70% d'opinion favorable en 2002), la Turquie de la « movida » y voyant une promesse de liberté, et celle de « l'entreprenariat musulman » une promesse de prospérité, et l'une comme l'autre un horizon stabilisé et démocratique. Ce qui n'a pas empêché la « movida » de s'opposer à l'AKP, comme l'ont démonté les mobilisations réussies contre la velléité des conservateurs de l'AKP de criminaliser l'adultère (une criminalisation également défendue d'ailleurs par certains Kémalistes). Ou de manifester contre « l'Etat profond », par dizaine de milliers, après l'assassinat de Hrant Dink en janvier dernier, aux cris de « nous sommes tous des Arméniens »⁵.

Malheureusement l'Etat profond n'a pas disparu pour autant, bien au contraire... Disposant pour cela de ses deux jokers, le nationalisme et la défense de la laïcité. C'est en particulier les questions de voile qui ont servi de prétexte, port du voile par les étudiantes à l'université (interdit par la loi) ou port du voile par les femmes d'Erdogan ou de Gül (c'est même l'un des prétextes pour empêcher l'élection de ce dernier).

Les énormes mobilisations « laïques » d'avril avaient en fait deux visages : celui d'une volonté de faire barrage au conservatisme réel ou supposé de l'AKP, et celui d'exalter le nationalisme xénophobe contre les traîtres. Comme il existe une droite en Turquie (l'AKP), mais pas de gauche, la « movida » progressiste est prise en otage. La gauche a été historiquement écrasée par les militaires « kémalistes » et il est significatif de voir qu'une manifestation antigouvernementale soutenue par l'armée se déroule sans incident tandis que celle du premier mai, quelques jours plus tard est brutalement réprimée. Et les « laïques » du CHP et autres pseudo progressistes contribuent de manière très active à cette prise d'otage. Ils délaissent les revendications sociales (par contre parfois prises en compte par l'AKP sur le mode compassionnel), et développent l'intransigeance nationaliste et xénophobe contre les chrétiens ou les juifs, les Arméniens ou les Kurdes, et les Européens ou les Américains, histoire de faire « anti-impérialiste ».

Sauf que tout le monde ne suit pas du même pas. Le mémorandum du 28 avril, par lequel le général Yasar Büyükanit et son état major menaçaient la Turquie d'un nouveau coup d'état, a suscité des réactions. et pas seulement de l'Union européenne, pour une fois bien inspirée.

⁵ Manifestations auxquelles s'est joint dans les rues de Paris, une partie des Turcs de France avec des membres de la diaspora arménienne, à l'initiative de l'ACORT (Assemblée citoyenne des originaires de Turquie)

Certains manifestants laïcs scandaient des mots d'ordre comme : « *Ne seriat, ne darbe, tam demokratik Türkiye* » (Ni charia, ni coup d'Etat, juste une Turquie démocratique). Les jeunes du CHP ont lancé un mémorandum contre la direction de leur parti, pour une refondation de la gauche...

Et de son côté la direction de l'AKP n'a pas joué l'affrontement, proposant une sortie démocratique de la crise, avec des élections le 22 juillet 2007 et une proposition de référendum pour instituer l'élection du président au suffrage universel.

Le sombre nuage gris

Les deux Turquie, la laïque civile et progressiste et la musulmane conservatrice et démocrate parviendront-elle à conjurer la crise, et de ce fait à bâtir le vivre ensemble, le « 1905 turc » dont parle le journaliste **Baskin Oran**, en référence au « *deux France, celle de Marie et celle de Marianne* » ? Ce n'est hélas pas sûr, car aux noirs nuages nationalistes et militaires qui obscurcissent le ciel turc s'ajoutent ceux que nous envoyons d'Europe. Le rejet islamophobe et humiliant que perçoivent les Turcs dans la façon dont certains leur ferment des portes de l'Union européenne annoncées ouvertes il y a quarante ans, nourrit le ressentiment et donc la xénophobie (le niveau d'europhilie est tombé à moins de 50% en 2007). La manière dont notre nouveau président s'est ingénié à se présenter en héros de ce rejet en dit long sur le contenu qu'il entend donner à l'alliance méditerranéenne dont il a parlé lors de son discours électoral de Toulon et lors de son premier discours de président élu, et qui veut dire : dans cette « alliance », vous ne serez pas comme nous et votre « Etat profond » pourra conserver son pouvoir. Et l'on imagine, dans un contexte bien plus dictatorial que la Turquie à quel point ce discours peut plaire à un Moubarak ou à un Ben Ali et ce que l'éventuelle remise en cause des récents acquis démocratiques turcs signifierait pour eux ! Mais la manière dont notre propre opposition de gauche s'ingénie à ne voir en Turquie que l'affrontement entre le bien laïc et le mal islamiste, et pourfend tout ce qui porte voile comme l'abomination des abominations, finit par cautionner un nationalisme qui tend parfois au fascisme. Et l'on imagine, dans un contexte bien plus pourri que la Turquie, à quel point ce discours peut plaire à des généraux algériens. Ces postures françaises, que l'on retrouve au Danemark, en Allemagne, en Autriche ou aux Pays-Bas, favorisent les pires des scénarios en Turquie. Une sortie de crise positive, avec la fondation d'un gauche nouvelle (qui compterait d'ailleurs naturellement des courants musulmans), et la maturation d'un islam politique démocratique, aurait des conséquences positives considérables en Europe, en Méditerranée et dans le monde. Un échec aura à coup des conséquences négatives tout aussi considérables, y compris chez nous.

La journaliste et poète turque Ece Temelkuran observait voici quelques temps des enfants d'Istanbul : « *Le petit Ceren a tout juste six ans. Il croit que « Europe » veut dire « paix » ; Atarbek qui a le même âge pense que cela veut dire « se réconcilier après la guerre ». La famille turque veut croire que le gros nuage gris qui approche au dessus d'elle sera porteur d'une pluie régénératrice* »⁶.

⁶ Ece Temelkuran : « Le sombre nuage gris de l'Europe » *Altermed, la Méditerranée autrement*, revue annuelle, Paris 2007

Politique étrangère

Un « nouvel ottomanisme ? »

Lors de son arrivée au pouvoir en 2002, le gouvernement AKP a réaffirmé l'engagement occidental de la Turquie et plus que le gouvernement précédent, l'orientation prioritaire européenne avec perspective d'adhésion à l'Union européenne. Toutefois au fur et à mesure que la Turquie s'affirme comme puissance économique et culturelle, et donc aussi politique, se développe une politique régionale (concernant non seulement le voisinage européen mais aussi l'espace ex-Soviétique et Moyen orient et une stature diplomatique indépendante. Le brillant ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu est le symbole de cette politique parfois appelé « néo-ottomane » qu'analyse ci-dessous le professeur Baskin Oran figure de la gauche réformatrice. Le rôle de la Turquie au Proche Orient et la dégradation des relations avec Israël sont analysés par Alain Frachon (le Monde) et Baskin Oran. Enfin on trouvera ci-dessous (en anglais) la déclaration commune Turco-brésilienne concernant l'Iran.

Changement de cap diplomatique ?

Par Baskin Oran, Extrait du texte publié dans *Turquie européenne* le 19 mai 2010

(...)

Recherche de l'équilibre et occidentalisme

Au plus haut de leur puissance, les Ottomans faisaient vaciller les États européens. (...) L'Empire ottoman, à partir de la fin de son expansion, est devenu un "État stratégique de taille moyenne". Il en va ainsi de la Turquie. Les États de taille moyenne ne peuvent pas peser sur la politique mondiale, mais influencent profondément leurs propres régions.

A condition qu'ils soient dotés de deux caractéristiques : 1) une position géostratégique ; 2) "une autonomie relative La première est une donnée qui varie peu. La seconde, par contre, est liée à l'environnement international : s'il n'est pas dans la région une seule grande puissance dominante, alors cette autonomie s'accroît, dans le cas contraire, elle s'amenuise (...).

Conséquence de tout cela, il est une double épine dorsale à la politique extérieure de la République turque :

1- La recherche de l'équilibre qui consiste à assurer cette autonomie relative. Elle recherche l'équilibre entre l'occident et ses concurrents (Russie, URSS), et si cela n'est pas possible, elle se cherche une voie entre différents groupements de pays occidentaux.

2- "L'occidentalisme" qui résulte de dimensions très diverses. Historiquement, de l'Empire ottoman. Idéologiquement, du Comité d'Union et de Progrès (CUP, dit aussi "Jeunes Turcs", à la fois "turquistes" et "occidentalistes"). Économiquement et socialement, du fait de l'occidentalisation progressive de son système, de son infrastructure. Et surtout, du fait de l'occidentalisme de ses élites (les "intellectuels"). Pourtant, seuls 3% de ses terres se trouvent en Europe. (...)

D'où tout cela provient-il ?

Toutes ces réactions se profilent dès que la Turquie se lance dans une diversification de sa politique occidentaliste. Pourtant ce pays n'a jamais tenté autre chose que de se faire une place relativement autonome face à des conditions globales dramatiques (1940-43), ou bien dans un ordre international en mutation (1919-1921, 1967, 1974, 1991). En outre, ces efforts d'adaptation s'accordent parfaitement à trois choses :

- 1) Aux développements survenant dans le système international : la détente, l'émergence des non-alignés, la fin de la Guerre froide, le passage de la période d'occupation impérialiste à celle de "l'Etat de commerce", le passage de Bush à Obama.
- 2) A la politique intérieure turque : le passage de l'étatisme à une politique d'exportations, le passage de la tutelle militaire et du kémalisme sectaire à un modèle de société pluraliste.
- 3) Aux propres intérêts de l'Occident : le rôle d'intermédiaire entre l'Occident et les pays d'Islam, l'espoir que la mue vécue par les islamistes en Turquie puisse servir de modèle aux autres pays d'Islam.

Il en est pour qualifier ce "changement de cap" de la politique étrangère de la Turquie, de "néo-ottomanisme", mais au même moment, la chose ressemble trop à la politique d'Atatürk, mêlant occidentalisme et volonté d'entretenir des relations de bon voisinage. La ressemblance résulte de deux choses : d'une part, du fait que ces nouvelles élites qui s'embourgeoisent très rapidement suivent des politiques occidentalistes ; d'autre part du fait que dans cette région, cette géographie qui est celle de la Turquie, l'Etat soit conditionné pour rechercher sans cesse une autonomie relative. (...)

Davutoğlu est une bénédiction pour ce pays

Lors de cette conférence admirablement organisée à Oxford par les étudiants et les enseignants originaires de Turquie, Davutoğlu a donné l'allocution principale. Il s'est exprimé également lors de la clôture puis lors du repas. Écoutant les Turcs lors du petit-déjeuner, il a pris des notes. Certains amis ont écrit qu'il "était le plus surprenant ministre des Affaires étrangères de la République". Moi, j'irai même plus loin : histoire ottomane comprise, il est le plus important chef de la diplomatie qu'ait connu la Turquie (...). De quoi résulte donc son importance ? Du fait que ce qu'il veut accomplir est fondé sur un cadre historique ainsi que sur une théorie. Et grâce à cela, il n'est pas à la remorque des événements comme l'ensemble de ses prédécesseurs. Il essaye plutôt de les précéder, d'en être à l'origine. (...)

Il indique également qu'après les importants événements internationaux suivent les réformes. "Après le traité de Westphalie ce furent les réformes des Köprülü [Mehmet et son fils Fazıl Ahmet, grand vizirs ottomans de la fin du XVII^e siècle qui apportèrent réformes et stabilité à l'Empire, NdT] ; après le traité de Vienne ce fut la période du Tanzimat [période de modernisation de l'Empire à partir de 1839, NdT]. Les réformes de l'UE, quant à elles, marquent la fin de la Guerre froide".

L'importance pratique de cette analyse est la suivante :

- 1) En politique extérieure, il bâtit l'autonomie relative. Parce qu'il prépare la Turquie à tenir, pour la première fois, et au-delà des seuls beaux discours, le rôle de pont entre l'Est et l'Ouest. Pensez un peu à ce que ça peut être que de s'arracher à la paranoïa en passant de la débilité du "Turc n'a pas d'autre ami que le Turc" à la formule du "zéro problème avec le voisinage", et pour cette raison même, se présenter avec une toute nouvelle identité aux yeux d'un Occident qui a classé la Turquie dans la case des pays à problèmes chroniques.
- 2) En politique intérieure, il pousse au pluralisme. A ce que nous appelons "démocratie" et

connaissons comme reconnaissance des infra-identités. Il nous ramène à l'esprit pluraliste qui caractérisait l'Empire ottoman, en le modernisant. (...).

Je ne lui vois qu'un point négatif : le fait d'avoir laissé les protocoles avec l'Arménie devenir ce qu'ils sont devenu (les accords signés en 2009 entre Turquie et Arménie pour normaliser leurs relations mais qui n'ont pas été ratifiés par les deux parlements). Il ne s'en défend pas ; il n'est d'ailleurs rien à défendre sur ce point. Je ne sais pas, peut-être suis-je trop conciliant, mais cette affaire de protocoles relève plus d'une politique du gouvernement que d'une décision qu'il aurait lui-même impulsé. De petite taille, ce ministre dépasse les proportions de la Turquie. Espérons, comme on dit chez nous, que les manches de la hache ne le passeront pas par la hache.

Israël et la Turquie, la fin d'une époque

Alain Frachon, *le Monde*, 03.06.2010

Ce qui s'est passé cette semaine au large de Gaza confirme un revirement majeur au Proche-Orient : la fin de la relation privilégiée entre Israël et la Turquie. C'est un moment-clé. Il marque l'aboutissement d'une évolution amorcée il y a quelques années : Ankara prend ses distances à l'égard de son vieil allié, pour se rapprocher du monde arabe.

Afin de devenir une puissance régionale, politique et économique, la Turquie s'émancipe de sa diplomatie traditionnelle. Elle n'est plus seulement ce membre sage de l'OTAN, proche des Etats-Unis, candidat à l'entrée dans l'Union européenne et signataire d'un accord stratégique avec l'Etat juif. Elle aspire à un profil diplomatique plus complexe - celui d'une de ces puissances émergentes qui, comme le Brésil, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud, sont en passe de changer les rapports de force internationaux.

Dans l'opinion arabe, la Turquie sort grandie de l'abordage par des commandos israéliens, le 31 mai, d'une flottille humanitaire qui voulait forcer le blocus du territoire palestinien de Gaza. Les corps de neuf militants tués lors de l'assaut sont arrivés jeudi à Istanbul, ainsi que des blessés. (...)

Rien n'est jamais définitif entre les Etats, mais les relations israélo-turques ne seront plus ce qu'elles furent longtemps. Pour les Israéliens, c'est un bouleversement, la fin d'une époque où Ankara était leur allié principal dans le monde musulman. Face à l'hostilité de leurs voisins immédiats, les fondateurs d'Israël se sont appuyés sur les deux pays musulmans non arabes de la région : l'Iran et la Turquie. La révolution islamique de 1979 a mis fin à la relation avec Téhéran. Mais avec la Turquie, les liens se sont resserrés, jusqu'à la signature d'un accord de coopération stratégique en 1996 (...)

C'est une diplomatie qui privilégie le bon voisinage avec les voisins immédiats de la Turquie : amélioration des relations avec la Grèce et l'Arménie, avec l'Iran et avec le monde arabe. C'est aussi "une diplomatie du business", dit une spécialiste de la Turquie, Ariane Bonzon : "M. Erdogan ne voyage jamais sans une cohorte d'hommes d'affaires", VPR d'une économie turque plus dynamique que jamais.

En Irak, Ankara a su développer ses liens avec Bagdad et, plus important, avec la région autonome kurde irakienne. Les Turcs ont longtemps regardé celle-ci avec hostilité parce

qu'elle abrite des combattants indépendantistes kurdes de Turquie et qu'elle peut leur servir de modèle. Mais, diplomatie conjuguée du business et du bon voisinage oblige, Ankara a ouvert un consulat à Erbil, la grande ville du Kurdistan d'Irak. Avec la Syrie, les relations n'ont cessé de s'améliorer depuis que Damas n'appuie plus les indépendantistes kurdes turcs du PKK.

Au nom des bonnes relations retrouvées avec Damas, la Turquie a pu servir de médiateur pour patronner des négociations indirectes entre la Syrie et Israël. " Erdogan a vraiment cru qu'il pouvait jouer un rôle pour rapprocher ces deux pays", dit Ariane Bonzon. Fin 2008, l'opération "Plomb durci" menée par Tsahal dans la bande de Gaza marque le début des tensions entre Israël et la Turquie. (...)

A l'adresse des Palestiniens, la Turquie s'est faite de plus en plus chaleureuse : "Erdogan parle de "nos frères palestiniens"". Depuis mai, dit Ariane Bonbon, "l'arabe est enseigné dans les lycées de Turquie", un pays "où on ne parlait plus cette langue"... Les réminiscences de l'Empire ottoman dans la mémoire arabe peuvent-elles peser contre le rapprochement avec Ankara ? Apparemment, il n'en est rien. La Turquie d'aujourd'hui serait même en passe de devenir une sorte de "modèle" pour les Arabes (...).

Pour devenir l'un des acteurs-clés dans la région, la Turquie a rééquilibré sa relation avec les Etats-Unis. Avec l'AKP au pouvoir, elle s'est affranchie d'une manière de tutelle américaine. M. Erdogan entretient de bonnes relations avec l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad ; il a exaspéré Washington en lançant avec Brasilia une médiation sur le nucléaire iranien. Il ne s'est pas opposé à l'entrée d'Israël à l'OCDE. Il tient une ligne délicate, complexe. Il veut tout à la fois être membre de l'OTAN, rester candidat à l'Europe, asseoir sa stature de Grand du Proche-Orient, être en même temps proche de l'Iran et du monde arabe, sans rompre avec Israël. Cocktail riche et explosif.

Turquie - Israël ou comment jouer dans la cour des grands ?

Baskin Oran, 10 juin 2010

(...) Devant l'ambassade d'Israël à Ankara, on m'a tendu le microphone. Et j'ai dit ceci : "je m'adresse à tous ceux qui sont à l'intérieur de l'ambassade. Aux membres de la délégation diplomatique. L'Etat d'Israël devrait être le dernier Etat à infliger ce qu'il inflige aux Palestiniens. Parce qu'en 1948, il fut fondé par des rescapés de la barbarie nazie, et maintenant, ne voilà-t-il pas qu'il use de la même barbarie avec les Palestiniens et tous ceux qui veulent parler au nom de ce peuple. (...)

La politique palestinienne de la Turquie rappelle celle qu'Ankara menait dans les années 90 en direction de la Bosnie : sur une question dans laquelle ses intérêts n'étaient pas directement en jeu, elle avait pris une position très active, elle avait pris parti auprès des victimes bosniaques, elle avait marqué bien des points sur la scène internationale et n'avait subi aucune perte. Mais aujourd'hui la situation présente quelques différences :

Changement d'adversaire : bien moins forte qu'elle ne l'est aujourd'hui, la Turquie s'était frottée à la Serbie (et un peu également à la Grèce). Mais elle agissait alors en adéquation avec la politique américaine. Aujourd'hui, elle se mesure à Israël, un Etat soutenu par les

Etats-Unis, un Etat doté de l'arme nucléaire et catastrophiquement agressif. La Serbie n'aurait rien pu faire à la Turquie. Elle n'a d'ailleurs rien fait. Par contre, cet assaut contre la flottille est une revanche prise sur la politique de l'AKP (par exemple, le fameux "Van Minüt" lancé par Erdogan au président Peres lors du forum de Davos, en 2009). La politique étrangère n'autorise pas les coups de sang. On ne peut pas chanter le célèbre refrain : "Je n'y peux rien ; je suis un type nerveux" ; il faut prendre le temps de la réflexion.

Changement de dimension : la politique étrangère de la Turquie suit une tendance à déborder les limites de ce que peut être la diplomatie d'une puissance stratégique de rang moyen. Ce genre d'Etat peut être très actif à une échelle régionale mais ne peut pas se mesurer ou concurrencer des acteurs "universels". Tant qu'il s'agit d'Israël, cela passe encore ; mais s'il s'agit de se mesurer au "favori de Washington", l'affaire prend une tournure "universelle". Un poids moyen se mesure à un poids moyen, un point c'est tout.

Changement de contexte international : c'est là une différence multidimensionnelle. Durant les années 90, Clinton était au pouvoir : il accordait beaucoup d'importance à la volonté de la communauté internationale (ainsi qu'à la Turquie). Maintenant c'est Obama, pour qui la Turquie importe certes, mais qui, lui-même, est encore faible (...).

La Turquie semble s'être un peu trop rapprochée de la Russie et ça ne manque pas d'inquiéter les Etats-Unis. Alors que nous dépendons à 70 % de ce pays pour le gaz naturel, voilà que nous lui commandons une centrale nucléaire, sans appel d'offre, en lui en laissant la propriété et l'exploitation. Ce sont des éléments qui ne peuvent qu'aiguiser encore ce sentiment de "glissement stratégique" et angoisser l'Occident. Il est toujours utile de faire peur au puissant, il est toujours risqué, pour soi-même, de faire peur au très puissant.

Dans un tel contexte, Erdogan parle avec un ton qui outrepassse ses propres forces : "nous ne laisserons pas faire." C'est une attitude fort honorable mais, avec combien de personnes ? Si vous avez fait attention, malgré l'ampleur de la honte commise par les commandos israéliens, il n'y a plus personne en scène ; il n'est pas de réaction internationale qui dépasse le cadre de la classique "critique". Parce que, comme l'a magnifiquement écrit le journaliste Can Dündar, l'opinion publique internationale prend toute opposition à Israël pour de l'islamisme, et ainsi ne charge jamais trop cet Etat. D'ailleurs, dans la manifestation à laquelle je participais, les religieux étaient massivement présents. On ne cessait d'y scander "Allah est grand, Allah est grand !". Bien évidemment, cette misère on la doit à la non moindre misère du coup d'Etat de 1980 qui écrasa la gauche, mais du point de vue des conséquences, voilà où nous en sommes.

La politique de la Turquie est très honorable. Elle pourrait très bien ne pas donner de résultat à court terme, mais il est incontestable qu'elle lui garantit comme une "accumulation de crédits". (...). La politique intérieure turque est assez faible pour faire déraiper la diplomatie du pays :

1) C'est bien de faire partie du G20 et du reste, mais tout le monde sait que notre économie est extrêmement fragile. On n'envisage pas même la Turquie en mesure de lancer une opération militaire.

2) Le "zéro problème" du chef de la diplomatie turque, Davutoglu, a tout d'abord pris l'eau avec l'histoire des protocoles avec l'Arménie, et maintenant Erdogan s'emporte au son de ses propres paroles, dures mais vides : "si l'amitié de la Turquie a de la valeur, son inimitié est des plus violentes."(...)

Nous avons raison de parler de l'occupation des territoires palestiniens mais que répondrons-nous à ceux qui nous demanderont ce que "font nos 30 000 soldats à Chypre" ? Leur dirons-nous que nous y sommes pour protéger les Chypriotes turcs des Chypriotes grecs ? Et puis, on a demandé des excuses. "Et vos excuses pour le génocide arménien ?" A votre avis la question ne viendra-t-elle pas ? Nous, nous ne voyons rien mais les autres les voient eux, ces poutres qu'on a, fichées dans l'œil (...)

.Il sera bon que la politique étrangère de la Turquie ne s'ouvre pas trop avant d'avoir réglé les questions arménienne et chypriote à l'extérieur et la question kurde à l'intérieur. Car, tant qu'ils ne seront pas inhumés, ces zombies ne laisseront pas respirer la Turquie. Ils ne lui laisseront pas reprendre le moindre souffle (...)

URL de cet article: <http://www.turquieeuropeenne.org/article4314.htm>

We're giving diplomacy a chance

Ahmet Davutoglu and Celso Amorim foreign ministers of Turkey and Brazil.

4 juin 2010

The international community, including Turkey and Brazil, is in staunch opposition to the proliferation of weapons of mass destruction. We are also dedicated to achieving a world without nuclear weapons. In the case of the Iranian nuclear program, we firmly believe that a process of result-oriented negotiation is needed to avoid a slide toward conflict.

Lack of trust and confidence has been hindering positive movement on this issue, which is critical for regional security and prosperity. We are emboldened, however, by what has been achieved in Tehran only days ago.

Since October 2009, the focus has been on a deal to provide fuel to the Tehran Research Reactor in exchange for the removal of 1,200 kilograms of low-enriched uranium from Iran's stocks. As proposed by the International Atomic Energy Agency, this deal would be a confidence-building measure as well as a humanitarian requirement in view of the research reactor's role in the diagnosis and treatment of almost a million patients in Iran.

The deal fell apart at the end of last year amid mutual suspicion. In consultation with the United States and other allies, Turkey and Brazil intervened to broker a new accord. The joint declaration that was signed by Turkey, Brazil and Iran in Tehran on May 17 reflected a major breakthrough.

Accordingly, Iran agreed to remove from its territory 1,200 kilograms of low-enriched uranium — the exact amount specified by the I.A.E.A. proposal — within one month once the appropriate arrangements are concluded. The low-enriched uranium would be deposited in Turkey in one batch. The deposit will be made at the beginning of the process before any amount of nuclear fuel is delivered to Iran. The Tehran declaration also states that the nuclear fuel exchange will create a positive and constructive atmosphere, thus presenting an opportunity for a forward-looking process. Thus, it reopens the prospect of broader negotiations with Iran in any place, including Turkey and Brazil.

This joint declaration is not only the result of our dedicated work but also the culmination of the engagement strategy put in place by President Obama and followed by the other P5+1 countries — Russia, China, France, Britain and Germany — as part of a vision of enhanced and effective multilateral cooperation. Definitive action must now be taken to make sure that there is a sustained and working engagement track. There is only one viable solution to disagreements with Iran over its nuclear program, and that is a negotiated diplomatic solution.

Some critics of the Tehran declaration refer to the fact that it does not treat all problems surrounding Iran's nuclear program. This was never the purpose of the original agreement. But we believe that the declaration helps to address the entire issue by providing essential confidence-building, the key missing component thus far. It creates the long-sought opportunity to address the issues through dialogue and engagement. The Tehran declaration needs to be given the opportunity to work. Threats and rhetorical statements need to be avoided. As was clear during the negotiations of the declaration, fulfillment of all pledges and commitments is essential for the continued engagement of all parties involved, including Brazil and Turkey.

In the presence of deep mutual mistrust there will always be those who display skepticism about the feasibility of any negotiated outcome. But there is now sufficient substance to give negotiations a chance. Missing it may well be regretted for generations to come.

Politique intérieure,

Islamodémocrates contre laïques-autoritaires ou fondamentalistes-conservateurs contre nationaux-progressistes ?

Le procès Ergenekon (dont les grandes lignes sont rappelées ci-dessous par Paul Dubois symbolise l'affrontement entre deux camps politiques en Turquie. L'intellectuel progressiste Ahmet Insel rédacteur du journal arménien de Turquie Agos, Etyen Mahçupyan, se réjouissent de la perte de pouvoir de l'armée et de « l'Etat profond » (amalgame des hautes sphères de l'armée de la fonction publique et des mafias) et de l'avancée des libertés démocratiques que cela signifie. La journaliste de gauche Elce Temelkuran s'inquiète de son côté de la substitution d'un autoritarisme nationaliste-étatiste par un autre islamoneolibéral.

Enfin quelques extraits d'une étude du philosophe protestant français Olivier Abel sur la laïcité dans le contexte turc et un point de vue sur la situation des alévis (sorte de chiïtes, la principale minorité religieuse en Turquie (entre 15 et 20% de la population)...

Ergenekon. Le procès qui bouleverse la Turquie

Paul Dubois, Ouest-France, 22.07.2009

Cinquante-six personnes, dont deux généraux à la retraite, ont été présentées lundi à la justice dans le cadre du procès d'Ergenekon, un groupe clandestin accusé d'avoir cherché à renverser le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Ce procès pourrait marquer un tournant dans la vie politique turque. Quarante-six prévenus ont déjà été jugés, depuis le mois d'octobre, dans la prison de Silivri, près d'Istanbul. Cette affaire a mis en lumière la lutte de pouvoir que se livrent l'AKP, le parti islamiste modéré au pouvoir, et l'élite laïque (...). Le scandale Ergenekon a conduit au total à l'arrestation de près de 200 personnes parmi lesquelles figurent également des journalistes, des avocats et des responsables politiques. Parmi les 56 nouveaux accusés figurent deux anciens généraux quatre étoiles, à l'encontre desquels le parquet a requis des peines de prison à perpétuité. (...)

L'enquête, déclenchée il y a deux ans après la découverte d'explosifs dans une maison d'Istanbul, a placé certaines franges de l'armée dans le collimateur même si l'état-major, qui a chassé du pouvoir quatre gouvernements élus au cours des 50 dernières années, dément toute implication. L'armée, autrefois intouchable, a vu son influence décliner au fur et à mesure des réformes engagées par le gouvernement pour se rapprocher des critères d'adhésion à l'Union européenne. L'enquête a été saluée par les défenseurs de la démocratie comme une chance de briser les tabous sur les militaires. (...) Certains commentateurs se demandent toutefois si l'AKP ne cherche pas à utiliser le système judiciaire, autrefois un bastion de l'élite laïque, pour punir ses opposants politiques

La tutelle de l'armée, c'est fini !

Ahmet Insel_10 mars 2010

Tout le monde en a certainement conscience mais il n'est pas inutile de le répéter : désormais le régime de tutelle de l'armée n'est plus, de facto, en vigueur en Turquie. Des généraux et des officiers en retraite ou d'active sont placés en garde à vue, d'anciens chefs de corps d'armée interrogés et jugés, des plans honteux étalés en place publique, des bâtiments de l'armée soumis à des perquisitions... Après tous ces développements, l'instruction récemment lancée dans le cadre de l'affaire du plan d'action dit Balyoz a porté un coup fatal au régime de tutelle militaire. Le fait que quinze généraux de corps aient laissé toute la nuit allumées les lumières de l'Etat-major général en guise de protestation constitue la dernière preuve de la fin de cette époque.

Cette enquête, à la différence des procès de l'affaire Ergenekon, est liée à des activités menées par des officiers supérieurs dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et comme partie intégrante de leurs missions. C'est sur ce point assez différent d'activités menées par des officiers en retraite et visant à créer les conditions d'un coup d'Etat en déstabilisant la société, en s'attaquant au gouvernement. Cette affaire, même si on en fait un jeu de guerre, une simple simulation tactique, indique la simple capacité qu'ont les chefs militaires d'imaginer un « jeu » pouvant aller jusqu'à la dissolution de l'assemblée, la prise du pouvoir et combien ils peuvent déroger du tout au tout aux règles de l'Etat de droit. C'est une faute pour les forces de sécurité que de planifier un renversement du gouvernement légitime, une fermeture du parlement et une suspension de la vie démocratique. (...)

Généralement un régime prend fin dans les faits avant même que ne se métamorphose totalement la structure socio-politique sur laquelle il repose. Même si les institutions, les lois, les habitudes de l'ancien régime perdurent, elles ne sont plus en mesure de mener à bien les missions pour lesquelles elles ont été fondées. Voilà la situation dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui.

Les institutions et les lois du régime de tutelle militaires sont en vigueur. Les gardiens militaires et civils de ce régime sont à leurs postes mais malgré tous leurs efforts la pédale tourne à vide. La légitimité sociale qui était l'âme du régime s'est éteinte. Et par conséquent, le régime donne à contempler les derniers soubresauts, les ultimes spasmes de son agonie. Le fait que le gouvernement ait ouvertement fait face au « mémorandum » militaire du 27 avril 2007 et que les efforts de coup d'Etat internes menés par l'entremise de la cour constitutionnelle aient été rendus caduques par les élections du 22 juillet suivant prouvait déjà qu'il ne restait plus de force d'action à ce régime de tutelle. L'arrivée des actes d'accusation de l'affaire Ergenekon puis la salve de procès qui s'ensuivit et l'impuissance des défenseurs de ce régime de tutelle l'attestait de plus belle. Le procès en fermeture intenté contre l'AKP était une arme directement tirée de l'arsenal des réflexes d'ancien régime. Et elle non plus ne donna pas les résultats escomptés. Cette arme elle aussi avait fait son temps.

Les réactions contre l'enquête menée dans le cadre de l'affaire Balyoz constituent de ce point de vue la dernière scène d'une agonie. Dorénavant les tentatives de coup d'Etat ou les entreprises putschistes, à commencer par les nouveaux procès en fermeture qu'on pourrait tenter à l'AKP, sont des armes auxquelles les derniers mousquetaires de l'ancien régime peuvent encore recourir, tout espoir éteint (...)

Ou alors, autre possibilité, la rage d'avoir été défait et d'être livré à l'impuissance nous conduirait à un coup d'Etat. C'est possible, mais quand bien même réussirait-il, il ne ressusciterait pas le régime de tutelle. Un tel coup d'Etat ne pourrait pas s'appuyer sur la légitimité dont étaient parés les putschs de 1960 et 1980.

Quoi qu'on en dise, de quelque façon qu'on l'habille, une écrasante majorité de la population ne pourrait pas considérer qu'il s'agit d'autre chose que d'une action menée par l'armée pour servir ses propres intérêts. D'ailleurs lors des précédents coups d'Etat, l'armée était parvenue à convaincre, même partiellement, la population qu'elle avait pris le pouvoir, non pour elle, mais pour le pays et la nation. En recourant rapidement à des élections, elle était parvenue à protéger cette image et à renforcer le régime de tutelle... Aujourd'hui, un coup d'Etat serait tout de suite associé à une menée illégitime de l'armée visant à préserver ses intérêts politiques et sociaux, ses intérêts égoïstes (...)

Si le régime de tutelle a de facto pris fin, alors le véritable problème est de fonder un nouveau régime. De savoir si ce nouveau régime sera fondé dans le respect ou non des principes d'un régime démocratique. De savoir s'il se débarrassera ou non des lies du vieux régime de tutelle. Parce que le vide laissé par un régime mort de facto peut très bien être comblé par un régime autoritaire, centralisateur, unidimensionnel. Et la priorité de l'agenda démocratique aujourd'hui c'est le combat à mener pour que ce vide ne soit pas bouché par un modèle de démocratie autoritaire. C'est de débusquer toutes les atteintes au droit quelles qu'en soient les victimes. Ce qui ne veut pas dire défendre les généraux de Balioz ou les prévenus d'Ergenekon.

C'est la raison pour laquelle se poser la question du timing de l'AKP et de ses supporters dans la problématique du passage d'un régime de tutelle militaire à un régime authentiquement démocratique est une responsabilité à relever sans plus attendre. C'est le droit et le devoir de tout socialiste, de tout démocrate, de toute personne ayant pour horizon une Turquie soucieuse de liberté et de justice. Et tous ceux qui tentent d'écarter ce genre de critiques en nous accusant de défendre Ergenekon font la démonstration de ce qu'ils tentent de combler le vide du pouvoir par et pour leurs propres officines. Parce que la démocratie ne se fonde pas sur les seules peurs et angoisses.

L'AKP dispose d'une forte majorité au parlement. Se poser la question des calculs politiques de ce parti, du timing de ses initiatives, c'est se poser la question de savoir où nous allons alors que nous sortons de l'ancien régime. Désormais, à la question « *que faites-vous à l'assemblée ?* » l'AKP ne peut plus répondre qu'on l'entrave. Il n'est plus possible non plus de taxer tous les gens qui les interrogent sur leurs projets de soutenir Ergenekon. Il ne leur est plus désormais d'autre obstacle à l'établissement d'un espace pour le libre débat démocratique et à la libération de la société, qu'un manque de volonté politique. Le combat pour la fondation d'une République solide et tirant sa force de la démocratie commence véritablement aujourd'hui. A long terme, l'existence de la gauche en Turquie procèdera de la place qu'elle saura, ou pas, prendre dans ce combat.

URL de cet article: <http://www.turquieeuropeenne.org/article4040.html>

Le siècle Ergenekon

Etyen Mahçupyan, Taraf, 30-01-2009

(...) L'histoire montre que cette ligne « Ergenekon » incrustée dans le corps de l'Etat s'est donnée les non-musulmans pour cible principale. Les massacres de 1894, 1909, et de 1915, les lois concernant la citoyenneté de 1926 et d'après, les événements de 1934 en Thrace, l'impôt sur la fortune de 1942, le vandalisme des 6/7 septembre 1955, le décret de 1963 et les décisions concernant les biens des fondations religieuses (non-musulmanes) depuis 1972...

L'objectif ? Que les non-musulmans quittent ces terres mais que leurs biens nous reviennent. Il semble que la définition, la discrimination et dès que la conjoncture internationale en donne l'occasion la « *sublimation* » des minorités aient finalement constitué le principal rêve de cette ligne. On préfère bien évidemment que les non-musulmans pris entre les violences de la rue et les pressions de la loi ou de la justice s'en aillent d'eux-mêmes. Sinon, on sait aussi comment les renvoyer...

Aujourd'hui, la chose que nous appelons Ergenekon n'est autre que le dernier prolongement de cette volonté de mettre la société en « minorité » instillée par la ferveur des ceux qui composaient l'Organisation Spéciale. Dans une Turquie qui se dirige vers une vraie démocratie en laissant derrière elle cet ersatz démocratique, Ergenekon est l'arme destinée à interrompre ce processus, à consolider ce régime de tutelle, à renforcer les conditions permettant de produire du pouvoir et de la rente sur le dos de l'Etat et pour cela, à accorder une parfaite immunité au crime (...)

Inside the Ergenekon Case, Turkey's Sinister Blend of Watergate and the Dreyfus Affair

Ece Temelkuran *Counterpunch* Décembre 2008

Turkey is facing a new round in her relationship with democracy. Opponents of the Islamic governing party, known as the AK for the initials of its Turkish name, are being accused being members of a secret state gang called Ergenekon. The trials in this case, which are expected to last for years, began last month. The sinister undertow portends the likelihood that Turkey is about to experience its own version of a 'colored revolution'.

A few weeks ago in Diyarbakir, in the Kurdish region of Turkey, a prominent Kurdish intellectual said: 'Maybe I should appear as a commentator on the Ergenekon case'. Putting on a sour, hesitant face she carried on: 'Since my husband's assassin is still unknown I can be counted as a victim of deep state like many other Kurdish and Turkish leftists.' The group of well-known intellectuals from both ethnicities gathered round the table were silent; nobody knew how to respond. Those who had for years been vocal about any political issue were now, like many of their peers, speechless.

That is why one should be warned about the Ergenekon case. Since the Ergenekon case represents the advanced level of classical Turkish chaos, this is not a good time to start learning about Turkey unless you are experienced in this 'lonely and beloved country'. Of

course, it makes the story easier if you are promoting a certain political engagement such as Kemalism or political Islam, but if you want to maintain a leftist stance on the Ergenekon case, there starts the hesitation, silence and confusion. And unfortunately this messy, pervasive state of mind has arisen at one of the most important cross-roads of not only Turkish political history but also the Middle East.

Ergenekon is the name of a legendary valley in Turkish mythology. According to the legend, the valley in Central Asia was home to the ancient Turks, until a grey wolf led them out onto the road to the eventual nationhood. Since last January this piece of mythology has become extremely vital for Turkey. Ergenekon is now the name of an alleged ultra-nationalist, ultra-Kemalist gang, which has been operating since 1999 as a part of the 'deep state'. Their alleged aim is to organize coups against the AKP government. (...)

The 'oppressed' becomes the 'oppressor'

(...) On coming to power the AKP began one of the most important eras of Turkish political history. Their civil discourse was pleasing to liberal intellectual circles. The party fitted in with the Greater Middle East Project long envisioned by the White House. The big corporate fat cats were quite happy with this business-oriented government. The supposedly long-oppressed conservative Islamists were looking to the future with hope. (...) From the beginning of their first term the AKP, starting from their leader to the lowest-ranking party member, created and shared a mythology of being oppressed. The history of 'oppressed Muslims' goes back to the establishment of the republic. (...)

Each and every time the party was going through a crisis of public trust, there came an incident of 'oppression of Islam and democracy'. While these two concepts stuck to each other in a very dangerous way, the tension between the party and the army was the issue causing the most agitation. A mythology was created: the grass roots of the AKP were resisting the military, civil bureaucracy and the elite that together have long been exploiting the religious beliefs of the country. The masses who are intimidated by the AKP's rise and the possibility of the second man of the party, Abdullah Gül, becoming president went onto the streets for 'flag demonstrations'. The demonstrations were against anti-secularism first, but soon turned into ultra-nationalist meetings. Shortly after these famous meetings came the elections, and the AKP won a second term after getting 47 per cent of the votes. The Prime Minister said in his victory speech that 'the ones who didn't vote for them are the colours of this country'. It was obvious that for the prime minister the ones who didn't support him were only the garnish of the country, and the AKP would be served as the only main course.

In its second term the AKP was even more reckless. (...). An atmosphere was created in which every criticism of the AKP made you seem like those who are trying to block the democratic process by means of the closure case. The AKP was once again the 'great oppressed' in spite of its long list of human rights violations, fierce neo-liberal policies and anti-secular moves at every administrative level. It was now once again a sin to 'oppress' the oppressor.

It all started in last January when a large cache of hand grenades was found in a district on the margins of Istanbul. Soon these hand grenades were linked with the attack against Cumhuriyet, the secularist, Kemalist newspaper and gradually to the attack against the Council of State. (...)

The timing of Ergenekon overlapped with the case for closing down the AKP. A considerable number of people came up with the argument that this case was a political tool against the nationalist-Kemalist camp—an eye-for-an-eye kind of move. (...) Once you talked about the case negatively it was guaranteed that your name would appear in pro-AKP newspapers as an ‘Ergenekon-lover’, ‘coup-wanter’, ‘military-toy-boy’ (...).

With the zeal of converts, all the ‘retired leftist’ columnists baptised the AKP as the most courageous government of all, and the Ergenekon case as the end to all our problems of democracy. (...).

(...) If you ask questions about the indictment, or even if you express your concern about the seriousness of the case, there you go into the Kemalist box. If you clap your hands whenever you hear the name of the Ergenekon case, then you can be considered a democrat and can inhabit the same box as those I mentioned above. In that box the concept of democracy is reduced to freedom of faith, and its links to social justice or equality have been cut mercilessly. That is why in Turkey at the moment, if you are coming from the left, in order to be recognized as ‘not a fascist’ you are obliged to bow your head before right-wing perceptions of democracy. Even though it was the left that has been the ultimate victim of the deep state, they are for the time being the ones accused of being the deep state itself. (...)

The unwanted intervener: the Left!

This barren intellectual climate is dominated by those figures who very much resemble their peers in Georgia, Ukraine and Yugoslavia. Like those colour revolutions, stamped with the words ‘made in USA’, the chosen political leader is praised by the New World Order’s Wizard of Oz, Richard Holbrooke. Like Saakashvili of Georgia, Prime Minister Erdogan is a good friend of Holbrooke, and like the Orange Revolution of Ukraine, the ideological transformation of the intelligentsia towards liberalism is directed by US-approved, freedom-fighter NGOs. (...) From what I have read about colour-coded revolutions, this is what you go through when they decide to make one in your country. Lots of ideological confusion is spread, the concept of democracy is reduced to oranges or tulips, and when you try to defend some basic values like equality or secularism, you become a scapegoat if not a fascist guardian of the old regime. (...)

These are the reasons why the left has felt hesitant to intervene in the case as the natural victim of the deep state. Finally Ufuk Uras, an independent MP of the socialist left, demanded in parliament the establishment of a research commission on the coups and coup attempts. His demand is supported by the DTP, a Kurdish party. ‘Let the coups be judged and the attempted coups be revealed initiative’, of which I am part, began in the third week of September.

For the sake of legitimacy, they invited a couple of liberal intellectuals and even AKP supporters for the initiative’s opening press conference. And Uras made a declaration, saying that although he sought support among AKP members, none of them signed the demand for research commission. The left is trying to appear as an intervener in the Ergenekon case—albeit with hesitant baby steps. Although they are the ones who must be the most vocal, because of the long story told above, they just murmur at the moment (...).

La condition laïque : réflexions sur le problème de la laïcité en Turquie et en France

Olivier ABEL, le jeudi 8 avril 2010

CEMOTI

Le sentiment d'une fragilité de la laïcité est un bon point de départ pour notre réflexion, parce que cette fragilité atteste dans le même temps que la laïcité est dans une situation critique, qu'elle désigne moins la plénitude d'une réponse que la forme d'un problème ; et que pourtant elle doit être préservée, placée sous notre commune responsabilité, parce qu'elle est aujourd'hui une condition indépassable de l'existence sociale. Les propos qui suivent se répartiront selon ces deux orientations, entre un pôle critique et un pôle éthique.

(...). Historiquement (en France), il n'est pas possible de réduire la laïcité au seul pôle républicain : d'abord parce qu'on ne peut pas avancer très loin en direction de la laïcité républicaine si la sécularisation démocratique est restée stagnante, et réciproquement sans doute⁶. Ensuite parce que concrètement les lois laïques ont moins été édictées au rythme des victoires du camp laïc que composées par les "compromis", au sens constructif du terme, qui ont permis à cette laïcité de rentrer dans les mœurs. Dans bien des écoles publiques, on l'a oublié aujourd'hui, les crucifix ont mis du temps à disparaître : il fallait laisser faire le temps. Peut-être en est-il de même pour les "foulards" de certaines écolières musulmanes ? Dans tous les cas c'est ce compromis délicat qui est fragilisé, déstabilisé par l'obligation d'intégrer une population musulmane non-négligeable.

Cette difficulté est augmentée par une seconde, issue du préjugé très répandu que la France a inventé la laïcité, et que les sociétés musulmanes en sont incapables. Mais en islam un sujet doit être jugé selon l'école de droit islamique dont il relève, et plusieurs écoles peuvent exister sur le même territoire ; il y a là en germe un pluralisme juridique dont Mohamed Arkoun a raison de penser que, repris et développé, il a beaucoup à enseigner à l'Occident. Or ce préjugé rend la société française incapable d'imaginer à quel point elle peut être perçue de l'extérieur comme une société de "chrétienté" : jusque dans ses médias les moins chrétiens, c'est au Pape qu'on demande son mot sur la Morale, la Paix, Noël, ou éventuellement la Nature. Le grand discours d'émancipation universelle et d'humanisme (quasi théologique !) qui anime ses intellectuels les plus anti-cléricaux, peut aussi être entendu (et non sans quelque raison) comme un discours "missionnaire". Le mode de vie français, pour autant qu'il existe, est également une sécularisation de la culture chrétienne : il n'y a ni langue ni territoire sacrés, ni véritable interdit alimentaire, et le vin reste la boisson nationale. Plus précisément encore, attachés à l'unité du corps social plus qu'à la séparation des pouvoirs, les athées français sont le plus souvent des athées du catholicisme (plus souvent que du judaïsme ou du protestantisme), d'autant plus prisonniers de leur culture d'origine qu'ils la nient et n'ont jamais réglé leur dette : la possibilité de la nier et de s'en rendre indépendant est encore une modalité de cette dette. (...)

Au fond la plupart des questions soulevées par cette crise française de la laïcité pourraient être transposées dans le contexte turc, et tout particulièrement la dernière série de remarques : la laïcité turque aussi ne perçoit pas bien à quel point elle n'est que la forme sécularisée d'un islam sunnite et hanéfite officiel, en situation de quasi-monopole, alors que cet islam n'avait pas par lui-même développé une structure théologique qui le rende capable de supporter la sécularisation. Peut-être en ce sens Mustapha Kemal a-t-il été trop vite : il a imposé un modèle juridique, une tenue vestimentaire, une réforme de l'écriture, etc., qui manquaient de bases sociales. Bref, il s'est attaqué aux aspects "superficiels" de la question alors que la

réussite de la "greffe laïque" aurait nécessité des points d'ancrage dans une infrastructure sociale mieux assise.

Le problème se pose donc une première fois, dans la mesure où une part de plus en plus importante des intellectuels et des responsables turcs se disent qu'on ne peut pas imposer la laïcité de l'extérieur, sans qu'il y ait une structure d'accueil interne aux religions qui rende la greffe laïque possible. Cette structure théologique suppose une critique interne des religions qui n'est possible que dans un contexte de pluralisme religieux. Or ce pluralisme, et par là cette critique théologique interne, sont bloqués par la structure même de la laïcité turque⁹. L'interventionnisme de l'Etat en matière religieuse (la nomination et l'envoi d'imams dans les communautés turques immigrées, par exemple) a fait de l'Islam sunnite une sorte d'appareil idéologique d'Etat, à l'exclusion des tendances plus hétérodoxes : les alévis, les chafi'ites kurdes, certaines confréries plus mystiques mais moins ritualistes, qui insistent davantage sur la conversion du coeur ou sur la nécessité de penser ensemble la foi et la science, à l'exclusion aussi des mouvements islamistes qui sont en train de bricoler dans les banlieues d'Istanbul ou de Francfort un nouvel islam semi-politique.

Le problème se repose une seconde fois, parce qu'en se tournant vers l'Europe, l'argumentation de la diplomatie turque (nous vous sommes un rempart contre l'islamisme, et notre intégration à l'Europe est à la fois le salaire et la garantie de notre attachement à la laïcité) est prise à contre-pied. D'abord à l'inverse de la France, bien des pays européens sont plus sécularisés que laïcs, et pour eux ce qui compte d'abord c'est le pluralisme et le libéralisme religieux réels. Bref, l'intégration à l'espace européen, à ses alliances multiples, à sa forme réticulaire même, exigerait un peu moins de monisme républicain et un plus de pluralisme démocratique.

Ensuite le modèle laïc français exige une séparation étroite, un désinvestissement de l'Etat par rapport au religieux. De ce point de vue, le modèle turc lui paraît incohérent : l'inscription de la religion sur la carte d'identité, issue du vieux système des "millet" et des obligations du traité de Lausanne, est anti-laïque au possible, et porte un germe d'apartheid qui est le contraire de l'esprit de la laïcité, sauf si cette dernière n'est que le paravent pour imposer l'unité religieuse et politique nationale, c'est à dire pour exclure ou assimiler les diverses "minorités" (...).

URL de cet article: <http://www.turquieeuropenne.org/article4119.html>

La question alévie de Tunceli à Dersim.

Johannes Bauer, 21 novembre 2009

Les alévis constituent le deuxième groupe religieux de Turquie, après le sunnisme de rite hanéfite et rassembleraient actuellement à peu près 20 % de la population. Ils sont présents, à la fois dans la communauté turque et dans la communauté kurde. Leur foi syncrétiste s'inspire de croyances pré-islamiques, tout en étant proche de l'islam chiite. L'alévisme, (...) ne bénéficie, ni du statut de religion minoritaire, accordé, par exemple, aux cultes orthodoxes, arméniens ou juifs, ni du statut « d'islam officiel » dont fait l'objet le sunnisme hanéfite. Financé et géré par la Direction des affaires religieuses (« Diyanet İşleri Bakanlığı »), une

administration rattachée au premier ministre, ce dernier constitue paradoxalement une sorte de « religion d'Etat » de la Turquie laïque, laissant l'alévisme dans une situation officieuse. (...)

Cette situation est fortement critiquée par la communauté alévie. Cette dernière participe, en effet, au financement du « Diyanet » et, par conséquent, à celui des lieux de culte et du clergé de la communauté sunnite, sans pour autant bénéficier des mêmes avantages. De surcroît, aux termes de la Constitution (art. 24), ses enfants doivent assister à des cours de religion obligatoires où l'on enseigne surtout (quand ce n'est pas uniquement) le sunnisme. Cette injustice est fortement ressentie par toute la communauté alévie, qui se divise toutefois sur les remèdes possibles. Une partie minoritaire des alévis demande l'abolition pure et simple du « Diyanet » et des cours de religion obligatoires, en considérant que cette institution et cet enseignement ne devraient pas exister dans un Etat laïque. L'autre partie souhaite élargir le système du « Diyanet » aux alévis pour les faire bénéficier des mêmes droits que les sunnites. (...).

La visite d'Abdullah Gül (le Président de la République) à Tunceli était hautement symbolique, car elle concernait une ville alévie, qui est aussi une ville kurde. Ainsi, si elle s'est inscrite dans le cadre de l'initiative que le gouvernement a ouverte depuis deux ans pour résoudre la question alévie en Turquie, elle rejoignait également « l'ouverture démocratique » que ce même gouvernement vient de lancer pour résoudre le problème kurde. (...) Chaleureusement accueillie, sa visite a quand même donné lieu au rappel des revendications politiques de la population kurde et alévie, comme par exemple, le rétablissement du nom originel de Tunceli (« Dersim »). Lors d'une réunion avec des représentants de la société civile, les souhaits des habitants de Tunceli ont été présentés. Ont été exigés notamment des excuses de l'Etat pour sa répression féroce de la révolte de Dersim initiée en 1938 par Seyit Rıza ; la réforme de la Direction des affaires religieuses ; et, de manière plus générale, la reconnaissance officielle de la foi et de la culture aléviennes. Toutefois, on aura aussi pu relever que le sujet qui préoccupe le plus actuellement les gens de Tunceli est un projet de barrage dont ils demandent l'arrêt immédiat, parce qu'il porte atteinte à l'environnement pittoresque de leur ville.

Deux jours après que la visite d'Abdullah Gül (...), une manifestation, dans le quartier stambouliote de Kadıköy, a réuni plus de 200 000 participants. L'événement a été organisé par la Fédération alévi-bektaşî, une des principales associations de l'alévisme turc, qui est connue pour son positionnement strictement laïque. Les manifestants, qui ont suivi l'appel de cette fédération, ont revendiqué l'abolition de la Direction des affaires religieuses et des cours de religion obligatoires, ainsi que la transformation de l'hôtel « Madımak » de Sivas, en musée. En 1993, en effet, 33 intellectuels alévis y ont été brûlés vifs par une foule hostile fanatisée. Dans le cortège à Kadıköy, on pouvait voir les portraits des douze imams chiites, à côté du portrait d'Atatürk, père du laïcisme turc. La tonalité de la manifestation était assez hostile au gouvernement, avec des slogans comme « A bas l'AKP ! » ou « Vous devez rendre des comptes pour Sivas ! ». (...)

Cependant, toute la communauté alévie ne voit pas les choses comme la Fédération alévi-bektaşî. İzzettin Doğan, Président de la Fondation Cem, a salué la visite du Président Gül à Tunceli, en la qualifiant de « reconnaissance symbolique par le Président des cemevi, en tant que lieux de culte légitimes ». La Fondation Cem regroupe les membres de la communauté alévie les plus favorables à l'intégration de l'alévisme dans le système politico-religieux turc actuel. Cette tendance est aussi moins critique à l'égard du gouvernement actuel.

La « question alévie » est, par ailleurs, un enjeu important de la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Dans ses rapports de progrès, la Commission européenne montre régulièrement du doigt la situation qui reste celle des alévis. (...). L'avenir montrera comment les choses évoluent. L'actuelle « ouverture démocratique » en direction des Kurdes a été précédée par une intervention du Président de la République ; peut-être que la visite d'Abdullah Gül à Tunceli sera suivi d'une deuxième « ouverture », c'est fois en direction des alévis....

En attendant la progression des débats, tant sur la question kurde que sur la question alévie, est perturbée par les propos qu'a tenus, le 9 novembre 2009, l'un des vice-présidents du CHP, Onur Öymen, qui n'a pas hésité à assimiler la conduite de la répression de la révolte de Tunceli-Dersim, en 1938, à la guerre d'indépendance, et plus généralement à la lutte contre le terrorisme. Cette déclaration a provoqué la colère des députés kurdes du parlement et celle des habitants de Tunceli(...)

Kurdes et Turcs

Guerre sans fin ou paix civile ?

Compte tenu du nombre de failles mixtes et de la dispersion de la population kurde hors des provinces orientales de la république (le Kurdistan) dans les banlieues des grandes villes, il est difficile de connaître le nombre exact de Kurdes, entre 1/6^e et 1/5^e de la population de la République ? Après des années de guerre, de cessez le feu et de reprises des combats les affrontements armés avec les peshmergas du parti nationaliste kurde PKK sont moins intenses que par le passé. La négation totale du fait national kurde par les gouvernements kémalistes ou militaires (et par la majorité de l'opinion turque) fait place à une certaine reconnaissance sous le gouvernement AKP, notamment dans l'opinion. Ce dernier a même décrété fin 2009 une « ouverture kurde » qui s'est vite affadie en « ouverture démocratique ». Quant au PKK, qui a démonté son influence sur tous les mouvements kurdes, il semble osciller entre ligne dure et accommodements négociés indirectement. Vas-t-on vers une autonomie (Philippe Boulanger) ou de nouveaux affrontements (Ece Temelkuran). Faut-il, après la dissolution une fois de plus par la justice d'un parti kurde (DTP) modifier la constitution, et à quel prix ?

Une autonomie pour les Kurdes ?

Philippe Boulanger, 11 juin 2010

La capture du chef du PKK, Abdullah Öcalan, en février 1999 a décapité le parti, mais celui-ci a trouvé un nouveau vivier de combattants dans une génération de jeunes Kurdes heurtés par l'absence d'investissements à l'est du pays et par les brimades dont sont l'objet les formations politiques kurdes. Leurs candidats sont élus lors des différents scrutins, mais ils sont automatiquement soupçonnés d'accointances avec le PKK et d'arrière-pensée séparatiste. Ce pourrissement de la question kurde en Turquie est préoccupant.

Pourtant, le contexte actuel paraît plus favorable qu'il y a dix ans à une solution au problème kurde. La Turquie connaît un véritable essor économique, sa population est jeune et bien formée, sa diplomatie est active et ambitieuse. Surtout, l'"initiative démocratique" du gouvernement conduit par Recep Tayyip Erdogan vise à favoriser une résolution politique à ce conflit lancinant. Il a déjà été accordé le droit d'enseigner la langue kurde et de diffuser des programmes audiovisuels en kurde. Le volontarisme du premier ministre turc a rencontré, d'un côté, l'hostilité des nationalistes turcs et, de l'autre, l'incrédulité des cadres du PKK. La Turquie peut-elle néanmoins se satisfaire de la non-résolution de la question kurde ?

Courageuse mais insuffisante, l'"initiative démocratique" minore la conscientisation des Kurdes, leur poids démographique, leur amertume liée aux années de paix non exploitées (1999-2004), les échanges culturels avec la diaspora kurde en Europe, l'attention portée à l'expérience autonomiste au Kurdistan irakien. "Les Kurdes n'existent pas, il n'y a que des Turcs des montagnes" : ce slogan nationaliste a vécu. Le PKK n'est que la manifestation martiale d'une identité kurde revendiquée de plus en plus ouvertement, mais qui, pour la majorité des Kurdes, ne mène pas au séparatisme. S'ils observent l'autonomie kurde irakienne

avec intérêt, les Kurdes de Turquie aimeraient avant tout bénéficier de l'essor économique de la Turquie et ne plus être des citoyens de seconde zone.

Une solution négociée au problème kurde pourrait passer par une réforme de la Constitution turque autorisant la création d'une autonomie administrative dans des zones à majorité kurde (éducation bilingue, fiscalité locale), qui, loin de saper l'intégrité territoriale de la Turquie, viendrait au contraire la consolider : les frontières administratives désamorçeraient les frontières ethniques, de plus en plus brûlantes, avivées par le nationalisme turc, exploitées par le militantisme kurde. Le statu quo est, à moyen terme, intenable pour les deux parties. Comme préalable, il faudrait, bien sûr, qu'Ankara accepte le principe d'une négociation avec des interlocuteurs kurdes, légitimes et émancipés du PKK. Compromis modique pour sortir d'un conflit déjà sanglant, qui n'a pas encore donné toute sa mesure.

URL de cet article: <http://www.turquieeuropenne.org/article4301.html>

Nous avons peur !

Ece Temelkuran (*Milliyet et Courrier International* - 17/12/2009)

Si, pendant une journée, je pouvais assumer la fonction de rédactrice en chef du quotidien qui m'emploie, je choiserais sans doute d'évoquer en première page les graves tensions qui se manifestent actuellement entre Kurdes et Turcs, et je choiserais le titre suivant : "Nous avons peur !" (...)

Les peurs naissent souvent d'un manque d'information. Pourtant, dans le cas présent, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Notre inquiétude est en effet nourrie par des présomptions et même par des faits. Mais que craignons-nous donc au juste ? Nous n'avons jamais osé le dire jusqu'à maintenant, mais ce qui nous fait si peur, c'est tout simplement la possibilité d'une guerre civile – une guerre dont il est évident qu'elle va éclater au cœur des grandes villes du pays et qui n'aura pas un aspect monolithique et organisé. Une guerre qui commencerait par des lynchages sporadiques et qui se poursuivrait ensuite par des heurts plus ou moins graves. (...) Désormais, l'homme de la rue évoque ouvertement la possibilité que l'on commence à s'entre-tuer. Disons-le encore plus clairement, celui qui prend la peine d'écouter la rue pendant la nuit entendra, dans pratiquement toutes les provinces du pays à l'exception de l'Est [à majorité kurde], des gens évoquer la façon dont ils vont attaquer la famille de l'épicier kurde du coin. Ils parlent sans aucune gêne de telle ou telle famille kurde qu'ils vont chasser ou expliquent comment ils vont nettoyer les bidonvilles de la périphérie devenus des "quartiers kurdes". Voilà de quoi on parle aujourd'hui. Il ne manque plus qu'une étincelle. Le pire est que personne n'est à la tête de ce processus. Il s'agit d'une évolution que ni à Ankara ni à Istanbul on ne parvient à saisir véritablement dans toute sa réalité ou que l'on a tout simplement du mal à admettre. Dans ce contexte, on a beaucoup parlé d'Izmir [où des affrontements ont eu lieu entre des partisans du parti pro-kurde interdit DTP et des Turcs] (...).

L'une des choses les plus terrifiantes, c'est que désormais les gens ne font plus la distinction entre "terroriste" et "Kurde". Même les enfants n'échappent plus à cette haine. Dans un pareil contexte, ne sommes-nous pas au bord de l'explosion ? La situation est devenue tellement incontrôlable que plus rien ne peut satisfaire la classe politique kurde, de même que les grands

posters où l'on voit le Premier ministre Erdogan trôner fièrement à côté du drapeau turc ne suffiront pas à calmer la classe politique turque. Je le répète : nous sommes dans un pays où même les enfants ont été montés les uns contre les autres et où l'on évoque désormais ouvertement la possibilité de s'entre-tuer.

Le DTP, le gouvernement de l'AKP et le verrou constitutionnel

Jean Marcou, 16 décembre 2009

En restant au parlement les députés du nouveau parti kurde BTP (ce qui n'ont pas été invalidés comme anciens dirigeants du parti interdit DTP) ont indiqué que la majorité du mouvement kurde ne souhaitait pas boycotter définitivement la voie parlementaire en la considérant comme illusoire. Il semble que l'hésitation (quitter le parlement ou y rester) qui a prévalu après la dissolution (quitter le parlement ou non, reflètent des divergences dans l'ensemble des mouvements kurdes (y compris le PKK ?)

Recep Tayyip Erdoğan, dont le parti a échappé à une procédure de dissolution similaire, l'année dernière, a souhaité que les députés du DTP, qui n'ont pas été interdits par la Cour, demeurent au parlement, et surtout annoncé qu'il entendait poursuivre le processus d'ouverture démocratique kurde qu'il a lancé depuis l'été. « Lorsque nous nous sommes engagés dans cette voie, nous savions à quels obstacles, à quelles provocations, et à quels harcèlements, nous serions confrontés », a affirmé le leader de l'AKP, en déclarant qu'on ne pouvait accepter le statu quo actuel de la question kurde. Il reste que, pour ce faire, on ne voit pas très bien comment le gouvernement pourra surmonter les garde-fous érigés par la Constitution héritée du coup d'Etat de 1980.

Car les semaines qui viennent de s'écouler ont bien montré que le verrou constitutionnel et juridictionnel de ce système était intact et conservait une efficacité redoutable. Le gouvernement a certes lancé son ouverture kurde, mais sans pouvoir procéder à des réformes fondamentales, puisqu'il ne dispose pas de la majorité parlementaire renforcée des 2/3 lui permettant de réviser la Constitution. De surcroît, le noyau dur du pouvoir judiciaire, resté très laïciste et nationaliste (notamment ses juridictions les plus élevées : Cour constitutionnelle, Conseil d'Etat, Cour de cassation) n'ont cessé de gêner cette ouverture, en bloquant les réformes, en engageant des poursuites incessantes contre des responsables du DTP ou en lançant carrément des procédures d'interdiction contre les partis qui lui déplaisaient (AKP, DTP). (...)

Les autres partis politiques turcs parlementaires n'ont pas été très disert sur cette décision, et n'ont pas pris la défense du DTP. Dans le camp laïc, le petit parti démocratique de gauche (DSP), tout en se déclarant opposé aux dissolutions de partis politiques, a estimé que le DTP méritait son sort, car il n'avait pas respecté la Constitution. Le vice-président du parti kémaliste CHP, Onur Öymen, a considéré, quant à lui, que cette décision n'était pas politique mais juridique et que, selon lui, elle devait, pour cette raison, être respectée. Le leader du parti nationaliste MHP, Devlet Bahçeli, a développé une argumentation similaire. Seuls certains membres de l'AKP ont été plus critiques dans leurs commentaires. Ainsi, Dengir Mir Mehmet Firat a regretté que la Turquie soit devenu « un cimetière de partis politiques. » Le DTP est, en effet, le 27e parti à être fermé en Turquie, depuis la création de la Cour constitutionnelle par la Constitution de 1961. Ancien vice-président du parti gouvernemental, ce député a

poursuivi en disant que la dissolution des partis politiques ne réglait rien et mis en doute la pertinence du parallèle souvent fait avec le cas d'Herri Batasuna.

Turkish intellectuals to seek solution to Kurdish question

Today's Zaman, 28 mai 2010

A group of 50 intellectuals — both Turks and Kurds — plans to hold meetings in 10 cities throughout Turkey later this month to seek a solution to the decades-old Kurdish question.

The meetings will be held in cities that often see provocative attacks, including Mersin, Samsun, Kayseri and Erzurum. Many nongovernmental organizations will be represented at the meetings. Among the intellectuals planning to attend the meetings are writers Altan Tan and Ümit Fırat, former National Intelligence Organization (MİT) Undersecretary Cevat Öneş, literary critic and columnist Murat Belge, former member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) Seydi Fırat and former Republican People's Party (CHP) leader Altan Öymen.

Tarık Çelenk, general coordinator of Ekopolitik, a web-based publication produced by the ADAM Social Sciences Research Center, said participants of the meetings are people who use constructive language to address problems and confront their own realities, though they tend not to change their ideologies or beliefs. Çelenk is one of the many coordinators of the meetings.

Arméniens et Turcs

La question du génocide

Les relations entre la République de Turquie et celle d'Arménie évoluent lentement (la frontière terrestre est fermée depuis 1992 et la guerre arméno-azerbaïdjanaise, et pourtant les échanges humains et économiques progressent sans cesse, mais les protocoles de normalisation signés en 2009 à Zurich entre les deux présidents, en présence des américains et des européens n'ont pas été ratifiés. La question de la reconnaissance en Turquie du génocide des arméniens par le gouvernement ottoman en 1915 demeure. Sur le présent comme sur le passé des initiatives arméno-turques se multiplient au niveau des sociétés civiles et la conscience de la nature des événements de 1915 progresse en Turquie même. Des forces nationalistes s'opposent à ces processus, nationalistes turcs en Turquie (cf. l'assassinat du journaliste arménien de Turquie Hrant Dink) et aussi dans une certaine mesure les nationalistes arméniens en Arménie mais aussi dans les diasporas (y compris, et même surtout, en France).

Un état de la perception du drame arménien en Turquie

Baskin Oran

Turquie Européenne a présenté le 15 février 2008 la version écrite l'allocution qu'a prononcée Baskin Oran lors de la Rencontre turco-arménienne "Six heures pour Hrant Dink" qui s'est tenue à la mairie du 10ème arrondissement le samedi 26 janvier 2008. Cette manifestation s'est tenue à l'initiative des associations Hos & Shimdi – Groupe de réflexion – « Ici et Maintenant », CRDA - Centre de Recherches sur la Diaspora Arménienne, Elele - Migrations et Cultures de Turquie, de L'ACORT - L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie et de l'A. A. A. - Association Audiovisuelle Arménienne. Turquie Européenne, qui est partie prenante et engagée en faveur du dialogue entre Turcs et Arméniens, y était représentée en tant qu'invitée par son président et quatre des ses membres.

Fethiye Çetin (avocate de la famille Dink et auteur d'un best seller sur sa grand-mère arménienne) a parfaitement relaté ce qui se passe au procès de Hrant. En tant que démocrate turc, tout ce que j'ai à dire, c'est que j'en suis tout simplement honteux. Pourquoi en est-il ainsi ? Pour 4 raisons bien distinctes : 1) L'ignorance, 2) L'éducation, (ces deux dernières notions sont liées entre elles) 3) Le Poids de l'histoire 4) La psychologie sociale en Turquie

Ignorance : En 1994, un dénommé "Firat Dink" m'a appelé au téléphone. Pour moi, pourtant professeur à l'Université, parlant deux langues majeures européennes, il était seulement le troisième arménien dont j'ai entendu la voix dans toute ma vie. (Les deux premiers étant Artin Usta et Etyen Mahçupyan).

Education : Avant, je n'avais aucune sympathie particulière pour les Arméniens. Au contraire, l'éducation publique nous avait appris qu'ils nous avaient tirés dans le dos pendant la Première Guerre Mondiale (...).

Poids de l'histoire : Ce que j'entends par poids de l'histoire, c'est l'impact du Système de Millet, épine dorsale de la société ottomane, appliqué à partir de l'an 1454. (Ici, Millet veut dire « communauté religieuse » et non pas « nation »). Ce Système classifiait les sujets de l'Empire semi théocratique en deux catégories : Le Millet dominant (les Musulmans), et les Millets domines (les non Musulmans). Dans l'Empire cette deuxième catégorie jouissait d'une autonomie parfaite (les patriarches étaient même habilités à prélever des impôts mais, par contre, elle était définitivement inférieure aux Musulmans. Ce système prit fin avec les Tanzimat en 1839. Mais la mentalité de Nation Dominante n'a jamais disparu de la cervelle des Musulmans. En plus, avec l'avènement de la République très jacobine, « l'autonomie des non musulmans » prit fin mais « l'infériorité non musulmane » a survécu dans cet Etat-nation pourtant très laïciste. En Turquie laïque, qui dit Turc dit forcément Musulman, et même les Kémalistes les plus laïcistes n'en sont pas conscients. D'où, le mépris populaire envers les non Musulmans. Et cela, sans oublier que cet Etat-nation turc s'est fondé en réaction contre l'invasion du nationalisme grec appuyé par les « non Musulmans européens »

La psychologie sociale en Turquie. Ici, je vous parlerai de Zombies. Les Turcs, depuis au moins 1915, n'ont résolu aucun problème majeur de leur société. Ils les ont tout simplement bourrés dans le placard : La question arménienne, la question de l'Islam et la question kurde. Maintenant, en décomposition, ils forcent le placard pour en sortir tous ensemble et font une peur bleue au Turcs. Moi, personnellement, j'ai toujours eu peur des gens qui ont peur. Mais ceci, mélangé avec l'ignorance, l'éducation, et le poids de l'histoire, forme une combinaison particulièrement explosive. Dans le « Rapport sur les Minorités » publié par le Conseil Consultatif des droits de l'homme (2004) nous avons nommé cette peur « la paranoïa de Sèvres » (en référence au traité qui à la fin de la première guerre mondiale prévoyait le démantèlement de la Turquie). A la suite de ce rapport, moi-même en tant qu'auteur et le professeur Kaboğlu en tant que le Président du Conseil avons été amenés devant le juge avec une réquisition de 5 ans de prison pour chacun. Notre dossier est actuellement en Cour de Cassation. (...)

Qui était donc Hrant ?

Premièrement, Hrant a permis à la Turquie de réaliser que les Arméniens existaient et qu'il y avait bel et bien un problème arménien. C'était le pas nécessaire auparavant pour que la Turquie guérisse de sa rhétorique négationniste. Contrairement à ce que pense la Diaspora, les Turcs n'étaient pas au fait du problème arménien avant lui. Les assassinats de l'ASALA (le groupe arménien de lutte armée qui a assassiné des diplomates turcs dans les années 70) n'avaient servi qu'à reproduire le mépris et même la haine déjà existants, et non pas à prendre conscience d'un problème arménien. Exactement de même qu'avec les « lois » votées par d'innombrables parlements nationaux ou instances internationales. Mais avec Hrant, certains ont alors commencé à se demander : « Que s'est-il donc passé en 1915 » ? Et ce n'est qu'avec Hrant que les Turcs se sont aperçus pour la première fois que les Arméniens étaient des êtres humains et non pas uniquement des non musulmans. A ce point qu'ils fini par marcher par centaines de milliers derrière son cercueil en chantant : “Nous sommes tous Arméniens”, chant entendu à nouveau la semaine dernière devant Agos (le journal des arméniens de Turquie).

Deuxièmement, Hrant était un défenseur inconditionnel des droits de l'homme, mais en même temps très raisonné. En cette qualité, il a tout dit ouvertement. A tous. En douceur. Sans avoir

peur. Je me rappelle de ce qu'il avait dit en Octobre 2006 : "Je dis en Turquie qu'il y a eut génocide. Et j'irai aussi sur la Place de la Concorde à Paris, je monterai sur une pierre, et je dirai : Non ! Il n'y a pas eu de génocide !" Pendant que l'Etat turc le harcelait d'innombrables procès il disait aux faucons de la diaspora : « Voulez-vous une Turquie qui est contrainte d'accepter le génocide par la pression du monde extérieur, ou bien désirez-vous une Turquie démocratique qui l'accepte par ses dynamiques internes » ? Sa position était on ne peut plus claire. Certes, je comprends parfaitement l'indignation de la diaspora face à la politique négationniste de l'Etat turc ; je sais combien il est important que ce dernier dise ne serait-ce que « Nous sommes désolés pour les événements qui ont eu lieu à l'époque ottomane. Nous présentons nos condoléances aux Arméniens ».

En effet, comment une personne peut-elle se ressaisir si elle n'a pas fait son deuil ? C'est d'ailleurs bien pour cela qu'il existe une tradition de « lamentation » en Anatolie, *ağit yakmak*, qui consiste à pleurer en chantant. On extériorise ainsi le feu intérieur afin de l'apaiser ! Et il est vrai que les Arméniens n'ont pas eu l'occasion de faire cela, l'Etat turc ne leur en ayant pas donné la possibilité. Aussi, n'est-ce pas parce que le deuil leur a été impossible que les Arméniens mettent l'accent sur le mot « génocide » dans des proportions à ce point irraisonnées ? Ne savent-ils pas qu'en Turquie ce mot fait référence au seul « nazisme ». Au cas où il ne serait pas un instrument de revanche, ce message de la diaspora n'a pour effet que d'amplifier un peu plus le processus de refoulement vécu en Turquie autour de cet épisode triste de l'histoire. Le résultat est connu : c'est aux Turcs, cette fois, de perdre la raison !

On le comprendra : toute cette affaire ne peut se régler en un claquement de doigts. Je vous ai déjà dit : Moi-même, professeur d'université plus ou moins connu, je n'ai commencé à prendre conscience du problème qu'après avoir connu Hrant. Dans ces conditions, il est aisé d'imaginer la réaction du peuple qui - endoctriné par l'idéologie officielle - se trouve renvoyé à l'image de « Nazi ». C'est pourquoi, si je ne sais pas exactement ce qu'il convient de dire aux Turcs qui ne veulent pas entendre, je sais en revanche une chose : rien n'aboutira si nous ne parvenons pas à rompre le cercle vicieux dans lequel Turcs et Arméniens se trouvent emprisonnés.

Car c'est bien face à un cercle vicieux que l'on se trouve confronté, à cause de l'inexistence d'un dialogue entre démocrates des deux côtés. Ce cercle vicieux est en train d'anéantir à la fois les Arméniens et les Turcs. Ces deux peuples n'en sont certes pas conscients, mais ils sont humiliés en permanence par ce que je nommerai des « traumatismes choisis » réciproques - clairement, ce n'est, en fait, qu'un processus par lequel des individus entretiennent eux-mêmes leur sentiment d'humiliation comme s'il s'agissait d'une nécessité pour continuer à vivre. Dans la diaspora, le discours sur le « génocide » fonctionne comme un « traumatisme choisi ». Il permet de se faire entendre dans des pays comme les USA, la France et de lutter contre l'assimilation naturelle en pays chrétien. C'est l'équivalent arménien de ce que j'ai déjà mentionné sous le nom de la paranoïa de Sèvres pour faire allusion au traumatisme choisi turc.

Chacune à leur manière, ces deux voies aboutissent au repli sur soi, que ce soit dans la diaspora arménienne ou en Turquie. Les deux peuples s'enferment dans leur ghetto, s'interdisant une compréhension mutuelle, et perpétuant leurs souffrances symétriques. Le ghetto arménien a seulement l'avantage d'être géographiquement plus large que celui des Turcs, c'est tout. Tous les deux se ferment à certains messages. L'un ferme ses oreilles s'il

n'entend pas le mot de génocide, l'autre, s'il entend le mot génocide. Je crains que dans ces conditions, nous ayons encore un long chemin à parcourir.

Personnellement, je suis las de ce cercle vicieux qui réduit terriblement l'efficacité de la tâche de nous autres, démocrates, qui luttons pour expliquer aux Turcs les atrocités de 1915.

Mais, le chemin, il faut le commencer pour arriver à son terme. Notre rencontre aujourd'hui doit être bénie pour être ce commencement. Il n'aura pas fallu moins d'un martyr pour en arriver là.

Une question de dignité nationale

Ahmet Insel, 18 mars 2010

Expliquant ce qu'il convenait de faire en réponse à une résolution de reconnaissance du génocide arménien votée par la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants aux Etats-Unis, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoğlu, a déclaré la chose suivante : " Si cela s'avère nécessaire nous prendrons contact avec les partis d'opposition à l'assemblée nationale de Turquie. Ceci constitue pour nous une question de dignité nationale." Et puis le Premier ministre Erdogan de rajouter : "Sur ce genre de sujets, la Turquie est sensible. On ne joue pas avec la dignité".

Alors puisque telle semble être la question, voyons donc un peu sur quoi s'appuient ces histoires de dignité nationale et de sensibilité. La dignité exprime le respect qu'un homme éprouve envers lui-même. Il se fonde sur des actes perçus comme dignes ou vecteurs de fierté. C'est en même temps une valeur personnelle sous-tendue par le respect que les autres sont en mesure de manifester à la personne concernée. C'est la raison pour laquelle de nos jours on en fait, bien maladroitement selon moi, un équivalent de la crédibilité.

La crédibilité est une qualité qui ne se tient que dans les rapports avec l'extérieur, l'autre. On peut très bien parvenir à un statut tout à fait crédible en menant des affaires déshonorantes. Vous pouvez très bien, par exemple, devenir professeur, docteur ou même président du Haut Conseil de l'Enseignement supérieur en ayant réalisé de somptueux plagiats. On peut tout à fait continuer à vous tresser des lauriers après que pareille forfaiture soit rendue publique. Mais vous, vous saurez que cette crédibilité ne repose que sur des actes déshonorants, et vous vivrez toute votre vie avec cette blessure intime. C'est en écrasant les autres que vous tenterez d'oublier, d'écraser les stigmates d'une telle blessure. Dans le même temps, vous vous écraserez devant la puissance. Être crédible n'implique pas toujours le sens de la dignité.

D'ailleurs, un sentiment que l'on nourrit pour soi-même ne correspond pas toujours au respect que les autres vous manifestent. Vous pouvez très bien réussir quelque chose ou bien prendre une position pour laquelle vous ressentez de la dignité sous l'angle de vos valeurs personnelles. Et malgré cela, les gens qui vous entourent peuvent ne pas définir cette chose que vous venez d'accomplir comme un fait pour lequel on peut éprouver de la fierté. Une personne ayant choisi, quoi qu'il arrive, de ne pas profiter des biens de ce monde au détriment des autres, peut très bien considérer la pauvreté qu'il s'est choisi pour lui comme un mode de

vie très digne. Or tous ceux qui considèrent la richesse matérielle comme une marque d'honneur et de dignité peuvent ne pas partager ce point de vue. Et si cette fierté pour sa vie et ce qu'il accomplit que ressent l'homme ayant choisi la pauvreté, correspond à une valeur que recèle l'être humain en tant qu'être libre, sensible et doué de raison, il lui importe alors assez peu que les autres le considèrent ou non comme une personne digne. Mais pour cela il faut que l'action pour laquelle on ressent de la dignité soit conforme aux valeurs humaines

Évidemment, on peut ignorer tout ce que les autres pensent de nous. Mais cela n'est qu'indirectement relié à une question de dignité ou d'indignité. On peut n'accorder aucune importance au jugement des autres en faisant siennes les valeurs humaines, ou bien en les foulant au pied. Être digne ou ne pas l'être dépend avant tout de nous. Faire une erreur n'est pas un acte indigne. Et même si parmi nos proverbes, il en est un souvent rappelé qui dit "le déni est la forteresse de l'homme vaillant", cacher ou nier la faute commise n'est généralement pas perçu dans le monde comme une attitude honorable.

Depuis 1975, voilà la quatrième ou la cinquième tentative de reconnaissance officielle du génocide arménien aux États-Unis. Toutes les précédentes tentatives, nous les avons repoussées "nationalement" par les voies de la menace, du chantage, de la concussion et de l'influence. Nous avons préservé notre dignité. Et dans cette dernière tentative, même si une résolution a été votée par la Commission citée ci-dessus, notre dignité nationale est cette fois-ci liée à la question de savoir si la résolution passera ou non les portes de cette même Commission. Mais dites-moi donc par l'accomplissement de quel acte digne, aujourd'hui ou hier, nous aurons sauvé notre dignité nationale ?

Ahmet Davutoğlu répond indirectement à cette question. " Ce sont les peuples qui vécurent les événements de 1915 qui sauront le mieux ce qu'il s'est passé, précise-t-il. Pour les Arméniens, 1915 peut être une période de déportation, mais pour les Turcs, au même moment, 1915 ce sont les Dardanelles." De là, deux remarques.

Lorsqu'en 1915 les Turcs sont en train de livrer un combat capital pour leur survie dans les Dardanelles, certaines personnes ont alors livré les Arméniens à la déportation. Est-ce bien cela qu'a voulu dire le ministre ? Est-ce là la raison pour laquelle la date de 1915 éveille chez les Turcs de la fierté pour diverses raisons et suscite un très grand deuil chez les Arméniens ? Sinon on ne peut que se demander d'où sort cette histoire des Dardanelles.

Ces Arméniens se sont-ils déportés tout seuls ou bien ce sont les forces d'occupation qui les ont déportés ? Les Arméniens, ce sont les Martiens qui les ont télétransportés sur un autre monde, ou bien les dirigeants du gouvernement jeune turc ? Ou bien encore en 1915 les Arméniens vivaient-ils si loin des Turcs que ceux-ci ne pussent en rien savoir ce qui arrivait à l'autre peuple ? Ces questions et bien d'autres qui leur ressemblent, croyez-vous les avoir résolues en leur donnant des réponses du genre des "*manigances des forces impérialistes, du destin, de la guerre dans laquelle tout le monde a beaucoup souffert, etc.*" ?

Ou bien alors cette comparaison du ministre est intentionnelle et l'on parvient à la conclusion selon laquelle les Turcs ont déporté les Arméniens à cause des Dardanelles. Pour comprendre que la déportation n'était pas qu'un simple déplacement, il suffit de lire le décompte qu'en fit soigneusement Talat Pacha. Ahmet Davutoğlu, avec sa comparaison entre la déportation et les Dardanelles n'a, à mon avis, pas même conscience d'ouvrir la porte à la thèse voulant que ce soit un peuple tout entier qui ait à répondre des accusations de génocide.

“Pourquoi continuer à s’humilier ?”

Ce ne sont pas les Turcs qui ont déporté les Arméniens ottomans. C’est la direction du Parti d’Union et Progrès, le gouvernement jeune turc, qui a pris cette décision et qui a puni toute une communauté humaine, sur la base de sa religion, de sa langue et de son origine, sans faire aucune différence entre les coupables et les innocents, les femmes et les hommes, les enfants et les personnes âgées. Le triumvirat jeune turc peut avoir agi ainsi pour le salut de l’Etat. Ils peuvent très bien avoir pris une décision aussi grave dans le but de préserver et de sauver le peuple turc. Portés par un même élan, les responsables de la déportation ainsi que ses exécutants ont pu agir par haine ethno-religieuse ou par appât du gain. Mais quoi qu’il en soit, nier que les auteurs de tels actes ne se sont pas rendus coupables de crimes contre l’humanité ou d’actes nécessitant les plus lourdes peines correspond-il à une attitude digne ? Si la défense de la dignité nationale passe par le déni d’un tel crime contre l’humanité, peut-on parler de la dignité de l’objet de cette défense ?

Nous pouvons discuter de la question de savoir si les événements de 1915 peuvent ou non recevoir la définition génocide. Nous pouvons critiquer la thèse qui veut que les crimes d’une extrême gravité commis à l’encontre des Arméniens se soient perpétrés sur une période allant de 1915 à 1923. Mais nous ne pourrions le faire qu’après avoir dit de façon claire que les Arméniens ottomans ont été victimes d’un crime contre l’humanité d’une extrême gravité. Dans le cas contraire, alors que les Dardanelles est, à juste titre, un motif de dignité nationale, nous prémunir contre la condamnation mondiale de la déportation arménienne fera partie intégrante de notre dignité nationale.

Laissons les autres de côté. Aurons-nous accompli un geste digne, un geste pour lequel nous pourrions ressentir de l’honneur ?

“Nous refusons le terme de génocide parce que nos ancêtres ne peuvent pas avoir commis de génocide”, vocifère notre Premier ministre. Les Unionistes sont-ils les ancêtres communs à toute la nation turque ? Ou bien est-ce parce que nous sommes secrètement convaincus que c’est la nation turque dans son intégralité qui a déporté un peuple en masse, et non les Unionistes, que nous nous échinons tant à préserver la crédibilité de cette nation de par le monde ?

La semaine dernière, Ahmet Altan posait la question suivante dans le journal Taraf : “pourquoi nous efforçons nous à dissimuler ce terrible crime, pourquoi nous dépensons-nous tant à défendre ces criminels, à en cacher les crimes, pourquoi ne cessons-nous de nous contorsionner, au risque même de nous humilier, afin que les réalités ne sortent pas en public ?” Oui, pourquoi tenons-nous la condamnation, la réprobation des crimes et des souffrances infligés aux Arméniens en 1915 pour une insulte faite à nos ancêtres ? Pourquoi faisons-nous d’un tel déni une des composantes de notre sensibilité nationale ?

Pourquoi alors l’AKP, le parti au pouvoir, ne couronne-t-il pas le Comité Talat Pacha, composé de personnes triées sur le volet et qui fait tout son possible pour préserver une telle dignité, de telles valeurs ? Le 8 mars dernier, Rauf Denktaş, l’ancien président chypriote turc et l’un des responsables et porte-parole de cette organisation a déclaré : “ je salue notre véritable président Dogu Perinçek.” [*Dogu Perinçek est l’ancien président du Parti ouvrier, souverainiste et ultra-nationaliste, arrêté et jugé dans le cadre de l’affaire Ergenekon, Ndr*] Pourquoi l’AKP maintient-il le défenseur d’une telle cause en prison ?

Ou bien serait-ce que derrière le drap de cette dignité se tient une raison des plus tangibles ?

De quoi avons-nous peur devant les accusations de génocide ? Des demandes d'indemnisation et de restitution territoriale ou de propriété ? Est-ce de cela que nous avons peur ? Dans le journal Zaman du 6 mars dernier, on rapportait que des sources diplomatiques nous avaient mis en garde contre la possibilité “ de demandes d'indemnisations et de restitutions territoriales suite à la reconnaissance par les Etats-Unis.” Ce n'est pas la première fois qu'on en parle.

Mais nous, en tant que nation, c'est pour ça, pour empêcher ces demandes d'indemnisations et de restitution que nous livrons ce combat pour la dignité nationale ? Notre dignité nationale a-t-elle à voir avec la terre et l'argent ? Et puis qui demande des terres et des indemnisations ? Même s'il n'était aucune demande, qu'y a-t-il de plus honorable, verser des indemnités, même symboliques, pour ces vies perdues, tous ces biens saisis, ou bien se battre avec le monde entier pour nier cet immense pillage ?

Bref, parlons d'abord largement du fait de savoir si, pour nous, ce qui fut infligé aux Arméniens en 1915 est un acte digne ou non. Ensuite viendra le temps de se demander où et comment défendre notre dignité nationale.

URL de cet article: <http://www.turquieeuropeenne.org/article4076.html>

Mouvements sociaux

La société turque est traversée aujourd'hui de multiples mouvements. Une véritable « movida » culturelle se développe surtout à Istanbul, comme à la fin du franquisme à Madrid ou Barcelone. Les mouvements religieux, notamment soufis, sont en plein essor. Les débats « identitaires » surgissent partout...

Le pays connaît une augmentation des luttes sociales, notamment contre les conséquences des politiques ultralibérales, les actions de défense du mal logé, les mouvements locaux de défense de l'environnement, etc.

La lutte de l'ouvrier du monopole des tabacs (Tekel) a revêtu ces derniers mois une importance considérable, au-delà des revendications propres des ouvriers du secteur.

La grève de salariés du cigarettier turc, symbole de la lutte contre les privatisations

Guillaume Perrier, *Le Monde*, le 03.02.10

Le campement de fortune des ouvriers de Tekel, l'ancien monopole turc des tabacs, a pris racine dans les rues glaciales du centre-ville d'Ankara. Sur des barbecues, des sardines et des marrons grillent, et les caisses de bouteilles de raki circulent dans les allées bondées(...)

Environ 12 000 fonctionnaires sont directement concernés par la dissolution du groupe, vendu en 2008 au géant British American Tobacco (BAT) pour 1,72 milliard d'euros. Pour compenser la perte de leur emploi, après la fermeture d'une centaine de sites à travers le pays, l'Etat a proposé aux salariés des postes précaires dans l'administration.

Le gouvernement essaie de nous faire travailler dans des conditions indignes, tonne le président du syndicat Tek Gida-Is, Mustafa Türkel. Les ouvriers perdraient leur statut de fonctionnaire, sans aucune sécurité d'emploi sur la durée. Nous nous opposons aux privatisations telles qu'elles sont menées par ce gouvernement."

Ce conflit social, qui a commencé en décembre 2009, embarrasse au plus haut point le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, dont la politique économique est contestée par les fonctionnaires et les classes populaires.

Ignorés pendant plus d'un mois par le gouvernement, les grévistes se sont remis à espérer une issue positive. Mais, après plusieurs rencontres, les négociations entre les syndicats et le gouvernement sont restées dans l'impasse, mardi 2 février. "C'est une lutte pour notre honneur. Nous continuerons à nous battre par tous les moyens", clame Binali Ildan, un ancien ouvrier de l'usine d'Istanbul.

Depuis cinquante jours, les "Tekel" ont multiplié les manifestations dans les rues de la capitale, parfois réprimées sans ménagement par la police, et ont même observé, pendant plusieurs jours, une grève de la faim, qui a conduit trois d'entre eux à l'hôpital. "Nous sommes très affectés par l'inhumanité du gouvernement, se plaint l'un d'eux, Ibrahim Kiraç.

Nous sommes sous la pression du FMI (Fonds monétaire international) et du capitalisme international."

Inflexible, Recep Tayyip Erdogan a dénoncé, mardi, "une campagne idéologique contre le gouvernement" et une "instrumentalisation" des travailleurs. A Ankara, de nombreux passants continuaient pourtant à venir soutenir le mouvement. "Sans le soutien des citoyens, nous n'aurions pas pu tenir tout ce temps", avoue un ouvrier (...°

Depuis 2002, plusieurs centaines d'entreprises publiques ont été privatisées par le parti islamo-conservateur au pouvoir. La loterie nationale, les centrales électriques ou les usines de sucre sont parmi les prochaines sur la liste. Le plan a été supervisé par le FMI, avec lequel la Turquie négocie depuis plus d'un an un nouvel accord. De toutes ces sociétés, Tekel était l'une des plus rentables.

Née en 1925 de la nationalisation de la Régie intéressée des tabacs de l'Empire ottoman, une entreprise française, elle avait déjà cédé sa branche alcool en 2003. Le parti de M. Erdogan, réélu en 2007 pour ses bons résultats économiques, est accusé par l'opposition de mener une politique ultralibérale et doit faire face depuis plusieurs mois à une série de mouvements sociaux dans les services publics.

URL de cet article: <http://www.turquieeuropenne.org/article3881.html>

Avec les TEKEL de Diyarbakir dans le camp d'Ankara

Anne Guezengar 2 avril 2010

La plupart des ouvriers du dernier bus de grévistes Tekel, qui quitte la ville kurde de Diyarbakir pour Ankara, n'ont fait qu'un bref séjour dans leur foyer. Depuis plus de deux mois, ils campent dans le centre de la capitale turque, où certains ont pris part à une grève de la faim de 3 jours. Comme les 12 000 employés de la société de tabac Tekel, ils ont été licenciés le 30 janvier dernier. (...)

Une quinzaine de femmes sont du voyage. Irmak, la plus jeune, a quatre ans. Elle va rejoindre son père qui n'a pas quitté le camp depuis le début du mouvement. Avec son sourire adorable et son poing dressé, elle y sera la coqueluche des photographes et des chaînes de télévisions. Hediye et Gurbet étaient employées à Tekel depuis 21 ans. Voile sur la tête, ces deux femmes sont les piliers de la famille. Hediye a 4 enfants, son mari travaille dans le secteur informel. "Ma fille aînée souffre d'une grave maladie. Comment payerons-nous les médecins ?" Gurbet est veuve." Depuis le début du mouvement, ma belle-mère s'est installée chez moi pour garder mes deux enfants".

"Les Tekel en grève remercient les habitants d'Ankara et les commerçants du quartier piétonnier de Sakarya pour leur soutien" annonce un panneau à l'entrée du camp de fortune. "Depuis, nos affaires ont chuté, mais nous soutenons les Tekel", confirme un restaurateur." L'AKP vend toutes les entreprises du pays, la Turquie n'est plus qu'une coquille vide" ajoute-t-il. Une opinion partagée par beaucoup d'habitants de ce quartier très kémaliste où l'on déteste le gouvernement musulman conservateur AKP.

Le week-end des 19 et 20 février, c'est de tout le pays que les soutiens arrivent. Syndicats, partis d'extrême gauche, kémalistes ou simples sympathisants du mouvement des Tekel, la foule se presse dans le camp où toute la nuit, on chante, reprend des slogans et on se serre pour accueillir les visiteurs sous les tentes, près des poêles à bois. On ne s'endort qu'à l'aube, sur une chaise ou blotti sous des couvertures dans un coin. Dans la journée, des cartons de boissons, nourriture, capes imperméables, cadeaux de donateurs sont distribués dans les tentes. C'est aussi grâce aux solidarités syndicales, associatives ou privées que les milliers de Tekel venus des 4 coins du pays peuvent parfois passer une nuit au chaud et se doucher. "Sans le soutien de la population, nous n'aurions pas pu tenir aussi longtemps avec le froid glacial qui régnait jusqu'ici à Ankara" reconnaît Siddik, syndicaliste de Tek-Gıda İş de Diyarbakir.

A Diyarbakir plus de 1000 employés viennent de perdre leur emploi. Ici, comme dans d'autres villes du Sud-est kurde, ravagées par le sous emploi, les entreprises d'Etat étaient les seules à garantir un emploi ouvrier stable, convenablement rémunéré et bénéficiant d'une assurance maladie. (...)

Dans l'atmosphère de fortes tensions entre gouvernement et establishment politico-militaire qui règne dans le pays, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan accuse le mouvement d'être instrumentalisé par l'opposition. "Vive Diyarbakir !" s'enthousiasme une militante de l'Association de la Pensée d'Atatürk, très nationaliste et hostile au mouvement kurde. La grande tente des Tekel de Diyarbakir, où les sympathies pro kurdes sont clairement affichées, est bondée de visiteurs. Veysel s'en amuse. " Avant, jamais je n'aurais osé me promener dans ce quartier avec mon puchi (foulard noir et blanc) kurde. Aujourd'hui, il est à la mode." De toute façon à Diyarbakir, où de nombreux élus du BDP, le Parti de la Paix et de la Démocratie, pro kurde, ont été arrêtés le 24 décembre, personne ne croit plus à l'ouverture démocratique promise par le gouvernement AKP. "C'est ici, entre les Tekel, que nous la faisons" assurent les grévistes. A l'entrée de la tente des Tekel de Trabzon, un fief nationaliste, le fanion de l'équipe de Diyarbakirspor côtoie celui du Trabzonspor. Une première.

Kemal, lui, vient d'Adıyaman, une ville kurde à majorité AKP. Il est amer. " Depuis 2002 j'ai toujours voté pour l'AKP. C'est fini. Avant les élections on nous avait promis que quoiqu'il arrive, nous conserverions notre statut d'agent de l'Etat. C'est fini. On nous a menti. C'est être de bons musulmans ça ? "

Lundi 1 Mars, les Tekel démontaient leur camp. Le Conseil d'Etat vient de leur donner une petite victoire dans cette partie de bras de fer avec le gouvernement AKP. L'article 4/C qui depuis 2004 régit les conditions de reclassement du personnel des entreprises d'Etat privatisées, accordait un délai de 30 jours maximum pour postuler à un emploi précaire au sein de la fonction publique. Ce délai vient d'être abrogé. Le personnel licencié bénéficiera d'une indemnité mensuelle pendant huit mois. Ce répit permettra aux Tekel épuisés du camp d'Ankara de souffler. (...)